

Le Monde

étranger

LE SOMMET DE VERSAILLES

LE RAPPORT « TECHNOLOGIE, EMPLOI ET CROISSANCE » PRÉSENTÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. François Mitterrand propose un « immense effort » concerté d'investissements et de formation

Nous publions ci-dessous de larges extraits du rapport « Technologie, emploi et croissance », présenté samedi matin 5 juillet par M. Mitterrand au sommet de Versailles.

Examinons d'abord les faits. Dans le monde en crise, nos sept pays ne sont pas épargnés. Et la tendance n'est pas à l'amélioration : depuis le sommet d'Ottawa, cinq millions d'hommes et de femmes ont perdu leur emploi, chez l'un et l'autre d'entre nous. La production, l'investissement et les échanges stagnent, le protectionnisme menace, les monnaies s'effondrent dans le désordre, les taux d'intérêt atteignent des niveaux empêchant toute croissance créatrice d'emploi. L'économie devient la région. Dans les pays du Sud, les conditions de survie se sont aggravées : près de 30 millions d'êtres humains sont morts de faim. Mais, si l'on veut bien regarder, le bilan de cette année n'est pas entièrement négatif, et des signes plus encourageants existent : l'inflation se ralentit, la productivité augmente, dans certains pays, dont le mien, la croissance a repris et le chômage a cessé d'augmenter.

Voilà maintenant plus loin : l'avenir dépend de notre volonté politique. La crise peut être dépassée si nous croisons en notre propre devenir, si nous refusons la fatalité qui stérilise les innombrables talents et les capacités de création, si nous unissons nos efforts (...).

La crise dépasse le cadre des États : c'est donc seulement ensemble que nous pouvons maîtriser la mutation dont je parle, ensemble, que nous pouvons préparer l'avenir.

Si nous évisions dans un monde idéal, le système monétaire international serait stable, le protectionnisme serait banni, chaque nation commercerait avec les autres sur une base équilibrée, aucun monopole ne s'opposerait à l'émulation de la concurrence, les taux d'intérêt seraient bas, le Nord et le Sud uniraient leurs efforts pour l'épanouissement de leurs cultures et des libertés.

Ainsi seraient remplies les conditions économiques adaptées au développement d'une alliance forte. Notre action commune serait aisée à définir.

Tel n'est pas le cas aujourd'hui. C'est pourquoi nous réfléchissons aux moyens d'organiser une croissance équilibrée de réduire le chômage, d'enrayer les protectionnistes, de construire un système monétaire stable et de donner au Sud les moyens de son développement.

En attendant d'y parvenir, faut-il se contenter d'un constat d'impasse ? Certainement pas. Ce serait une voie bâtarde et fautive. Non seulement nous avons le devoir d'examiner ensemble, pour les résoudre, les problèmes posés par la crise, mais pour cela, de s'accorder sur sa nature et sur ses causes, mais encore il reste à explorer de vastes champs ouverts à nos efforts, à nos capacités, à nos espoirs. Nous devons donc nous donner les moyens de gérer cette mutation afin que les technologies ne supplantent pas plus vite les emplois qu'elles n'en créent.

Certains, à cette interrogation se consacrent déjà nombre d'entreprises privées et publiques et chacun de nos pays. La France y a sa part. Mais si nous ne pouvons les enjeux de la révolution industrielle qui commence, sommes-nous sûrs d'avoir mis tous les atouts dans notre jeu ? Il manque l'about maître qui nous donnerait la cohérence et la solidarité de notre action. Je vous invite à y réfléchir.

Un élan vital porte l'humanité

Où en est aujourd'hui le progrès technique et que peut-il changer, dans les dix ans qui viennent, à la crise que nous traversons ? Depuis cinq ans, il est accéléré, dans la biotechnologie et dans l'électronique. Les domaines nouveaux apparaissent sans limites : le temps, l'espace, la matière vivante.

1) Les biotechnologies devraient faire reculer la faim, la maladie, la surpopulation. Demain, l'utilisation conjointe de la biochimie, de la microbiologie et du génie génétique permettra l'exploitation industrielle des micro-organismes et transformera des secteurs économiques entiers : non seulement la chimie et le médicament, mais aussi l'alimentation et l'énergie (...).

2) L'électronique multiplie les capacités de production et de création de nos économies. La micro-électronique, les nouveaux matériaux composites, les fibres optiques, modifieront en profondeur d'anciennes industries (télécommunications, transports,

autres sur une base équilibrée, aucun monopole ne s'opposerait à l'émulation de la concurrence, les taux d'intérêt seraient bas, le Nord et le Sud uniraient leurs efforts pour l'épanouissement de leurs cultures et des libertés.

Ainsi seraient remplies les conditions économiques adaptées au développement d'une alliance forte. Notre action commune serait aisée à définir.

Tel n'est pas le cas aujourd'hui. C'est pourquoi nous réfléchissons aux moyens d'organiser une croissance équilibrée de réduire le chômage, d'enrayer les protectionnistes, de construire un système monétaire stable et de donner au Sud les moyens de son développement.

En attendant d'y parvenir, faut-il se contenter d'un constat d'impasse ? Certainement pas. Ce serait une voie bâtarde et fautive. Non seulement nous avons le devoir d'examiner ensemble, pour les résoudre, les problèmes posés par la crise, mais pour cela, de s'accorder sur sa nature et sur ses causes, mais encore il reste à explorer de vastes champs ouverts à nos efforts, à nos capacités, à nos espoirs. Nous devons donc nous donner les moyens de gérer cette mutation afin que les technologies ne supplantent pas plus vite les emplois qu'elles n'en créent.

Certains, à cette interrogation se consacrent déjà nombre d'entreprises privées et publiques et chacun de nos pays. La France y a sa part. Mais si nous ne pouvons les enjeux de la révolution industrielle qui commence, sommes-nous sûrs d'avoir mis tous les atouts dans notre jeu ? Il manque l'about maître qui nous donnerait la cohérence et la solidarité de notre action. Je vous invite à y réfléchir.

1) Créer le plein emploi en maîtrisant le monde du travail. Le progrès technologique ne peut pas se diffuser dans un contexte de chômage, qui crée un environnement pessimiste, qui assèche des comportements de repli, qui détruit la confiance. C'est pourquoi la lutte contre ce fléau, par nos politiques économiques, doit être une priorité.

Certains croient que le progrès n'aggrave le chômage qui nous frappe. Ayant réfléchi à cela, je peux vous dire mon optimisme à moyen terme (...).

Dès 1980, 20 % de la production de masse seront réalisés par des machines d'assemblage automatisées, réduisant le nombre d'emplois et particulièrement les plus faibles dans l'industrie. Les activités tertiaires telles que les banques et les assurances seront aussi touchées. Au total, une suppression de plusieurs millions de postes de travail pourrait en résulter d'ici à 1990, dans les seuls pays industrialisés.

Nous devons donc nous donner les moyens de gérer cette mutation afin que les technologies ne supplantent pas plus vite les emplois qu'elles n'en créent.

Si l'on s'y prépare, les nouvelles technologies susciteront la création d'emplois autant qu'elles en suppriment. Les emplois qu'elles n'en créent, nous devons raccourcir les délais de cette inévitable transition.

Si l'on s'y prépare, les nouvelles technologies susciteront la création d'emplois autant qu'elles en suppriment. Les emplois qu'elles n'en créent, nous devons raccourcir les délais de cette inévitable transition.

Si l'on s'y prépare, les nouvelles technologies susciteront la création d'emplois autant qu'elles en suppriment. Les emplois qu'elles n'en créent, nous devons raccourcir les délais de cette inévitable transition.

Si l'on s'y prépare, les nouvelles technologies susciteront la création d'emplois autant qu'elles en suppriment. Les emplois qu'elles n'en créent, nous devons raccourcir les délais de cette inévitable transition.

Si l'on s'y prépare, les nouvelles technologies susciteront la création d'emplois autant qu'elles en suppriment. Les emplois qu'elles n'en créent, nous devons raccourcir les délais de cette inévitable transition.

Si l'on s'y prépare, les nouvelles technologies susciteront la création d'emplois autant qu'elles en suppriment. Les emplois qu'elles n'en créent, nous devons raccourcir les délais de cette inévitable transition.

Si l'on s'y prépare, les nouvelles technologies susciteront la création d'emplois autant qu'elles en suppriment. Les emplois qu'elles n'en créent, nous devons raccourcir les délais de cette inévitable transition.

Si l'on s'y prépare, les nouvelles technologies susciteront la création d'emplois autant qu'elles en suppriment. Les emplois qu'elles n'en créent, nous devons raccourcir les délais de cette inévitable transition.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

2) Favoriser le dynamisme industriel. Les bases de départ existent. Il devient possible de surmonter la nécessité de rompre le mouvement de baisse des gains de productivité, et d'ouvrir de nouveaux marchés (...).

L'automatisation rapide de la production industrielle devrait provoquer des gains de productivité de plus de 10 % par an, condition indispensable au succès des politiques anti-inflationnistes.

Pour cela, les conditions d'un nouveau dynamisme industriel doivent être réunies : un effort d'investissement et une concurrence garantie.

a) Relancer l'effort d'investissement industriel. Les politiques dites d'austérité freinent le progrès technologique en décourageant les investissements à long terme créateurs d'une nouvelle demande, alors qu'il nous faut répondre à la révolution technologique en encourageant les investissements industriels privés et publics.

c'est une mobilisation sans précédent du capital vers l'industrie et la recherche que nous devons réaliser (...).

b) Garantir la concurrence. La concurrence est un facteur essentiel de la croissance et du progrès technique. Or elle posera des problèmes très différents de ceux que nous connaissons aujourd'hui.

Dans le domaine des biotechnologies, par exemple, plus d'un tiers des produits étant fabriqués par des firmes en situation de monopole mondial, le déséquilibre va s'accroître. De même, dans le domaine de l'électronique avancée, huit firmes contrôlent déjà 70 % du marché des circuits intégrés. Cette concentration s'accroît.

L'innovation technologique reste pourtant pour l'essentiel le fait de petites et moyennes entreprises, privées, et c'est heureux.

3) Lutter contre les déséquilibres Nord - Sud. Enfin, il faut mettre les découvertes technologiques récentes au service des pays du Sud. Elles aideront concrètement, comme je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

Je l'ai dit, par la diffusion des techniques nouvelles, l'exercice de plusieurs métiers au cours d'une vie de travail sera une des caractéristiques majeures de nos sociétés dans les années à venir.

2) Il faut également tirer parti des nouvelles technologies pour améliorer les conditions de travail et de vie.

● Etablir avant le prochain sommet un programme d'évaluation des expériences positives et négatives menées dans les villes et des effets sur le mode de vie urbain de changements technologiques tels le câblage, les nouveaux modes de transport et d'habitat.

On réfléchira non seulement aux moyens de transférer vers eux nos technologies en les adaptant, mais aussi de rassembler les conditions qui permettront la naissance de technologies directement centrées sur leurs réalités propres : c'est à cette condition que le développement autonome de leur agriculture, de leur industrie, de leurs services est possible (...).

4) Valoriser les tentatives de repli sur soi. Alors que le commerce mondial s'est ralenti, les produits incantés de la haute technologie occupent une part croissante de son volume. Il nous faut surmonter cette contradiction.

Le progrès technique créera de nouvelles occasions d'échange. Mais le protectionnisme trouve, dans la nature même des produits hautement technologiques, des moyens nouveaux de s'exprimer (normes, procédures d'agrément...). Le développement technologique dans son ensemble peut provoquer à court terme des réactions de repli, des désirs d'isolement, contraires, à moyen terme, aux intérêts de tous les pays. Il convient de coopérer pour que le protectionnisme ne finisse pas par l'emporter.

5) Construire une nouvelle civilisation. Une nouvelle civilisation commence là où la multiplication des moyens aide à libérer les hommes de la double contrainte de la distance et du temps, à échanger, à communiquer (...).

L'enjeu est là, immense, car en l'absence d'un tel mouvement d'échanges un risque d'uniformisation pèsera sur toutes les cultures et toutes les langues. La communication se concentre en effet dans tous les pays l'ensemble des réseaux nécessaires quelques firmes s'approprient à la diffusion électronique. En les maîtrisant, elles influencent en retour les médias traditionnels : le cinéma, la presse ou la télévision. L'essentiel des nouvelles activités dans lesquelles s'engagent la plupart des firmes (production, recherche, développement, formation) suppose de très lourds investissements qui conduisent à une forte concentration (...).

Je pense qu'une négociation devrait être menée par étapes, dans les instances internationales, en vue de préparer une charte mondiale de la communication aujourd'hui si difficile elle pourrait s'organiser autour de cinq principes :

● Affirmer le respect de la diversité des langues ;

● Promouvoir l'harmonisation des législations en matière d'information, de propriété intellectuelle, de droit contractuel de protection des libertés individuelles ;

● Inciter à la détermination de règles communes pour les échanges internationaux de données ;

● Protéger la souveraineté des États et leur intégrité culturelle menacée par les nouvelles technologies ;

● Garantir aux pays du Sud les moyens de maîtriser leurs moyens de communication et les messages qu'ils véhiculent.

La France serait prête à organiser cette exposition en 1989. Il me reste, avant de conclure, à préciser les conditions de la mise en œuvre concertée des propositions que je viens de vous présenter :

● Un groupe de travail de huit personnalités créé par nous dès le lendemain de ce sommet recevrait pour mission de dégager quelques priorités et d'élaborer des propositions contenues dans le présent rapport de votre discussion ;

● Ce groupe travaillerait en consultation avec les institutions internationales compétentes, notamment l'O.C.D.E., et présenterait son rapport avant le 31 décembre ;

● Les conclusions du rapport et les actions qui en résulteraient seraient examinées au prochain sommet des pays industrialisés qui se tiendra en 1988 aux États-Unis d'Amérique.

M. Mitterrand conclut en disant que : « En prenant à bras-le-corps les problèmes qui nous assaillent et en accélérant leurs solutions (nous aurons) assuré à nos nations l'avenir : la confiance en elle-mêmes ».

● Les activités de Mme Rogean. L'épouse du président des États-Unis a déjeuné vendredi 4 juin avec Mme Mitterrand à l'Élysée puis a visité l'Institut national pour les jeunes aveugles et l'exposition de peintures impressionnistes américaines qui se tient au Petit Palais, où elle a reçu également trois cents Américains résidents en France.

LE « MALENTENDU » SUR LE FRANC

Souvent les journalistes rendant compte des propos d'un homme politique se contentent de donner la réponse qu'il a faite sans mentionner la question qui lui avait été posée. Tel est, selon M. Mitterrand, l'explication du « malentendu » qui, il y a huit jours, a fait écrire à un confrère américain que le président de la République, lors d'un entretien avec des journalistes étrangers, avait évoqué la possibilité de faire sortir le franc du système monétaire européen ou, éventuellement, de le dévaluer.

La question qui m'avait été posée, dit en substance le président, était la suivante : Avez-vous l'idéeologie du S.M.E. ? L'idéologie étant ici employée dans le sens d'une question sur la religion du S.M.E. ? Non, on n'est pas une question de religion, avait répondu le président, mais le souhait que le S.M.E. marche et l'œuvre dans ce sens. Du fait que le président n'avait pas la religion du S.M.E., le confrère américain en aurait conclu que le franc pourrait bien être, dans certaines circonstances, retiré du S.M.E. et comme cela signifiait presque certainement une baisse de la valeur du franc sur le marché des changes, il en avait conclu que le franc pourrait bien être dévalué. Telle est l'explication donnée par M. Mitterrand du fameux malentendu qui a coûté quelques millions de dollars à la Banque de France. — P. F.

des secteurs tels que la métallurgie, la sidérurgie, la mécanique, la chimie. Le problème qui nous est donc posé est celui d'une substitution ordonnée et rapide de nouveaux emplois aux anciens. Je ferai plus loin à ce sujet des suggestions. Cette substitution ne pourra être seulement quantitative. Elle s'accompagnera d'une profonde évolution du contenu du travail et de son organisation. Elle donnera à la diminution du temps de travail une autre signification (...).

Dans cette perspective, trois lignes d'action me semblent s'imposer à chacun de nous.

● Le soutien de la demande afin de favoriser le développement des marchés pour les nouveaux biens et services de consommation incorporant les progrès technologiques.

● La stabilisation des taux d'intérêt et des taux de change. Je n'y insisterai pas ici car ce sera l'objet essentiel du reste de nos discussions.

● Un effort accru de formation et de mobilité professionnelles. L'organisation et le contenu du travail seront déterminés,

Propositions pour un développement concerté de l'économie mondiale

Et maintenant que faire ? Je souhaite que nous réfléchissions à un ensemble de mesures capables de mettre en œuvre rapidement, chez chacun d'entre nous et en commun, les principes que je viens d'exposer.

Non que je vous demande d'en décider aujourd'hui ; mais qu'un moins on puisse lancer, dans l'année qui vient, l'indispensable action commune.

Si nous faisons cela, chacun se repliera sur lui, les batailles commerciales s'aggraveront. Nul n'y gagnera rien.

Le passé prouve la réalité de ces dangers. Lors de chacune des deux précédentes révolutions industrielles que l'Occident a connues, on a assisté dans un premier temps à la montée du chômage, du protectionnisme et de l'inflation (...).

Puis, en un second temps, dans les pays les mieux préparés, les forces sociales du changement l'ont emporté, la croissance et la stabilité sont revenues, les investissements ont repris.

Nous risquons aujourd'hui, si l'on n'y prend garde, d'assister à la même succession d'événements : la nouvelle révolution industrielle a commencé d'aggraver le chômage, l'inflation, les difficultés financières et les inégalités. Cela durera longtemps si nous ne décidons d'y mettre un terme.

Aucun de nous, malgré les différences de point de vue qui nous séparent, ne peut s'y résigner. (...) M. Mitterrand annonce trois propositions :

I. - Lancer un programme concerté de croissance par la technologie.

Six grandes orientations constitueront une voie assez large pour que nous puissions nous y engager :

1) Des objectifs globaux : les fixer en pourcentage du P.N.B. pour 1982 et 1990 et échanger nos vues sur les politiques nationales de recherche-développement en complément au sein par des objectifs sectoriels et en tirant parti des travaux déjà entrepris dans les institutions internationales, notamment l'O.C.D.E.

2) Des actions prioritaires de coopération technologique entre

firmes privées et publiques et entre nations. Un corps de développement, pour chaque projet retenu, pourrait être mis en place. Il comprendrait les organismes concernés des pays participants. Un effort commun d'investissement par pays serait fixé.

3) L'innovation : l'accélérer sous toutes ses formes en mettant au point les procédures utiles (M. Mitterrand estime notamment nécessaire de faciliter la création de nouvelles entreprises.)

4) Création progressive d'un marché mondial de technologie (normes, brevets).

5) Initiatives conjointes pour assurer aux Pays du Sud la maîtrise des nouvelles technologies. M. Mitterrand favorise ici la conclusion d'accord de co-développement.

6) Enfin, il conviendrait, aussi vite que possible, de stabiliser le système monétaire international dont l'imprévisibilité freine les investissements. Pour cela, il faut rechercher les voies et les moyens d'un renforcement de la coopération monétaire équilibrée entre les trois pôles européens, américain et japonais dans la perspective d'un retour à des taux de change stables et économiquement corrects.

II. - Mettre la technologie au service de l'emploi et des conditions de travail.

1) Mettre en place un vaste dispositif de formation, pour la mise au point des emplois dont l'ajout par la révolution industrielle. A cette fin :

Organiser dès 1983, dans chacun de nos pays, avec les méthodes propres à chacun, un dispositif spécifique de formation aux nouvelles technologies tels l'informatique, la biologie et les métiers nouveaux (télécommunications, sciences de la vie, ingénierie, loisirs) selon les trois axes suivants :

● Priorité à la formation des ingénieurs et des techniciens ;

● Action de formation des jeunes chômeurs de seize à dix-huit ans ;

● Action de conversion aux nouvelles technologies des travailleurs en cours de carrière. (...)

Avez-vous vraiment le temps de consacrer trois ou quatre ans à vos études de gestion ?

Oui ? Alors, inscrivez-vous dans une université : il y en a d'excellentes.

Mais si vous êtes un peu plus pressé d'entrer ou de retourner dans la vie active, vous devriez nous demander quelques informations complémentaires sur notre programme "Administration de l'Entreprise".

Nous vous donnerons des détails intéressants sur cette formation polyvalente à plein

temps, qui ne dure que 9 mois et dont l'objectif unique est de former des managers réellement opérationnels, avec des méthodes et dans un contexte différent des études traditionnelles.

Si vous n'avez pas perdu votre temps, écrivez ou téléphonez-nous pour recevoir sans engagement les spécifications du programme. La prochaine session débute en octobre 1982.

ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse) - Tél. 021/22 15 11

espoirs de M. Cheyenne

espoirs de M. Delors

LA NOUVE

Le rôle du dollar et les systèmes monétaires

Le plan de l'Union européenne

Le statut de l'Union européenne

Le statut de l'Union européenne

Le statut de l'Union européenne

Le statut de l'Union européenne

Le statut de l'Union européenne

Le statut de l'Union européenne

Le statut de l'Union européenne

هكذا من الأصل

LE SOMMET DE VERSAILLES

M. REAGAN A L'HOTEL DE VILLE

M. Chirac estime qu'il faut réviser < les modalités et la quantité > des crédits destinés à l'U.R.S.S.

Pour la « visite de courtoisie » de M. Reagan à M. Chirac à l'hôtel de ville, vendredi en fin d'après-midi, les services de sécurité américains ont poussé le bouchon très loin. Tous les employés avaient été renvoyés chez eux, le parc de stationnement souterrain avait été vidé de ses véhicules et le personnel de sécurité municipal regardait en spectateur agité les professionnels du « Secret Service » dans un bâtiment désert sur lequel flottait le drapeau américain jadis offert par George Washington au général La Fayette.

Les journalistes et les techniciens de télévision passaient par vagues serrées devant MM. Chirac et Reagan, descendant en anglais dans le bureau du maire. Au total, si l'on enlève le temps consacré aux échanges de cadeaux et à la signature d'un parchemin consacrant l'événement, les deux hommes ont eu un entretien en tête à tête de vingt minutes.

M. Chirac, après le départ de son hôte, s'est montré très flatté de cette « initiative personnelle » du président américain « qui n'exigeait pas le protocole » puisque, jusqu'à l'ouverture du sommet, tout en défendant de commenter les propos du secrétaire d'Etat, le maire de Paris a dit au président américain, à propos des rapports Est-Ouest, que « l'Europe et la France en particulier ne pourront pas rester longtemps en position de non-dialogue avec l'U.R.S.S. et maintenir en même temps des relations économiques et financières privilégiées avec les pays de l'Est ».

M. Chirac a en outre estimé, suscitant la aussi l'approbation de M. Reagan qu'il était nécessaire que « l'Europe fasse un effort de défense » en raison de « la nature même des initiatives soviétiques en matière de politique étrangère ».

A propos des Malouines, le maire de Paris s'est inquiété de la dégradation des rapports entre les pays occidentaux et l'Amérique latine. M. Chirac, qui est invité au dîner de clôture du sommet, tout en défendant de commenter les propos du secrétaire d'Etat, le maire de Paris a dit au président américain, à propos des rapports Est-Ouest, que « l'Europe et la France en particulier ne pourront pas

Des attentats anti-américains

Plusieurs attentats ont été commis à Paris et dans la région parisienne en lien avec l'ouverture du sommet de Versailles. Vendredi 4 juin, vers 1 h. 30, un engin a explosé à l'école américaine, rue Pasteur à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), dans les locaux de l'American Legion. L'attentat n'a fait aucun blessé, mais les portes et de nombreuses vitres ont été soufflées par la déflagration. Les policiers ont découvert sur les lieux des inscriptions « Action directe » ainsi que « U.S. Off the Streets » et d'autres slogans en français contre le président Reagan.

M. Evan Galbraith, ambassadeur des Etats-Unis en France, a condamné cet attentat, déclarant : « Le mouvement Action directe, qui a revendiqué cette action a une longue expérience de ce genre d'attentat diabolo. L'école était fréquentée non seulement par des enfants américains, mais par des élèves de toutes nationalités ». Il a appelé l'ambassadeur. Ce même jour, vers 14 h. 30, un cortège anonyme se réclamant d'Action directe a appelé au siège de l'American Legion à Paris pour avertir qu'une bombe exploserait dans les locaux une heure plus tard.

Les policiers ont néanmoins fait évacuer l'immeuble et entrepris une fouille systématique du bâtiment. Le 28 mai, des inconnus avaient tiré trois coups de feu contre la façade de la Bank of America à Paris.

Samedi 5 juin, vers 2 h. 40, un engin de faible puissance a explosé devant le siège du Fonds monétaire international, 66, avenue d'Iéna à Paris. L'at-

A travers le monde

Angola

LE COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (C.I.C.R.) a annoncé, vendredi 4 juin, la mort de ses infirmiers suisses, Mlle Marie-José Burnier, a été enlevée par des éléments armés, le 25 mai 1982, lors de l'attaque d'un convoi du C.I.C.R. dans la région de Kachungo en Angola.

Chine

DOUZE PRISONNIERS VIET-NAMIENS seront libérés le 16 juin, a annoncé Chine nouvelle. Deux d'entre eux avaient été capturés par des gardes-frontières chinois alors que, selon Chine nouvelle, ils s'apprêtaient à effectuer des opérations de sabotage sur le territoire de la R.P.C. Les neuf autres avaient été faits prisonniers par la marine chinoise à proximité des îles Xisha, qui sont occupées par la Chine, mais revendiquées par le Vietnam. (A.F.P.)

Danemark

ADOPTION D'UN TRAIN DE MESURES ECONOMIQUES. — Pour obtenir l'adoption le vendredi 4 juin à une voix de majorité d'un train de lois sur l'impôt, l'agriculture et les impôts indirects, M. Joergensen a dû amender ses projets. Ainsi, l'indexation de tous les impôts indirects sur l'inflation est reportée à l'année prochaine. Le chef du gouvernement social-démocrate minoritaire pourra ainsi, à la fin juillet (pour la troisième fois) la présidence de la Communauté économique européenne. (Corresp.)

Inde

ELECTION PRESIDENTIELLE (par les membres des deux chambres nationales et des assemblées régionales) aura lieu le 12 juillet. Le président N.S. Reddy, dont le mandat de cinq ans prend fin le 1er juillet, ne se représente pas à la magistrature suprême. (A.F.P.)

Les craintes de M. Cheysson

(Suite de la première page.)

Cependant, répondant à une question, M. Cheysson a remarqué qu'il « avait guère entendu » au cours du dernier jour, « le mot « négociation » et en particulier le mot « négociation » venant de Londres ». « Quand nous parlons des Malouines actuellement », a dit le ministre, nous parlons d'abord d'une situation dans laquelle des hommes meurent au pont moussu. Dans ces conditions, à-t-il continué, il serait peu décent de parler de l'avenir lointain et donc de la négociation qui, cependant, devra bien avoir lieu ».

Le secrétaire d'Etat américain a suggéré aux Argentins, avec une certaine insistance, de se retirer volontairement. Pour éviter la bataille de Port Stanley, a-t-il dit, il faut mettre en œuvre la résolution 502 du conseil de sécurité, c'est-à-dire « une évacuation rapide, un engagement d'une évacuation rapide des îles ». M. Haig comprend (et c'est sans doute ce qu'avait dit Mme Thatcher à M. Cheysson) que, dans la situation actuelle, les décisions immédiates, c'est-à-dire l'assaut sur Port Stanley, doivent être prises par le commandement sur place. Mais, a-t-il dit, si le gouvernement de Buenos-Aires « annule une évacuation immédiate, je pense que le commandement sur place l'arrangerait pour éviter d'autre effusion de sang ».

A propos du Proche-Orient, les ministres des affaires étrangères ont beaucoup parlé de la situation irako-iranienne. « Notamment d'une menace qui vient du fond de l'histoire, celle du franchissement de la frontière arabe par les troupes du par la révolte

tion islamique. Au Liban, le ministre a surtout souligné que lui-même et ses collègues ont été « attirés par les violences du jour », le bombardement israélien de Beyrouth.

Enfin les ministres ont commencé la discussion, qui va être reprise par les chefs d'Etat et de gouvernement, sur les relations économiques avec l'U.R.S.S. « Nous avons trouvé un très large accord sur les objectifs globaux », a dit M. Cheysson. « Nous souhaitons avoir des attitudes solidaires vis-à-vis des pays du pacte de Varsovie. Nous condamnons certaines actions soviétiques (...). Nous sommes très décidés à ne pas accepter que nous couvri de commerce », des transferts de technologie soient faits qui renforcent le potentiel militaire de l'Union soviétique (...). Des mesures (en ce sens) ont été prises dans les dernières semaines. A partir de là, il peut y avoir des nuances entre nous. Néanmoins nous sommes d'accord pour dire qu'il n'est pas question de boycotter l'Union soviétique ni d'interrompre les rapports humains et les rapports économiques profonds ».

Parlant des crédits à l'U.R.S.S., le ministre a dit qu'un accord était « imminent » entre les membres de l'O.C.E.E., mais, a-t-il dit, les Etats-Unis veulent plus « une homogénéité totale ». La politique de crédit, a souligné le ministre français, ne peut être identique dans tous les pays occidentaux puisque le degré d'inflation varie. « Ce que nous cherchons, a-t-il conclu, c'est à ne pas donner à l'U.R.S.S. des conditions anormales de bon crédit ». MAURICE DELARUE.

Les espoirs de M. Delors

(Suite de la première page.)

A cet égard, a dit M. Delors, il existe une volonté politique des sept pays de se concentrer ainsi qu'avait le Fonds monétaire, et qui devrait permettre de « red » à cette institution la rôle qui était sien. Le communiqué final pour 2 consistera de retour à la vocation première du F.M.I.

2) Le deuxième principe consiste à définir les règles du jeu propres à nous éloigner, a dit M. Delors dans un langage imagé, de la « table du renard dans le poulailler ». En d'autres termes, il s'agit une fois de plus de prohiber la pratique des dévaluations compétitives par lesquelles les pays pourraient chercher, en dévalorisant leur monnaie, des avantages d'ordres commerciaux.

3) Enfin, les Sept pourraient se déployer prêts à intervenir sur les marchés des changes afin, précisément, d'éviter les oscillations erratiques dont il a été question. Sur ce dernier point, les Américains ont demandé à ce que rien ne soit entrepris avant que le groupe d'étude composé soit d'adhésions aux ministres des finances, soit des directeurs de trésor se réunisse.

M. Delors propose que, dès la fin de juillet, une fois cette étude terminée, les ministres se retrouvent pour discuter du projet avant la réunion au début du mois de septembre de l'assemblée générale du Fonds monétaire à Toronto. Il ne s'agit donc pas seulement de bonne volonté mais d'engager, a dit encore M. Delors, un processus qui, dans une phase ultérieure, devrait conduire à la définition de « règles » et de « principes » à l'intérieur desquelles les cours des différentes monnaies devraient fluctuer.

Le sommet de Versailles pourrait ainsi aboutir à la recherche pragmatique d'un nouvel ordre monétaire international, a encore déclaré M. Delors, d'autres monnaies que celles des Sept pouvant, et restant, s'associer à l'entreprise : les opinions de la dernière heure seront les bienvenues, a dit M. Delors. PAUL FABRA.

EUROPE

U.R.S.S.

CRÉATION D'UN MOUVEMENT DE LA PAIX INDÉPENDANT

Moscou (A.P., U.P.I.). — Un mouvement de la paix indépendant, favorable au désarmement nucléaire, a été créé à Moscou par une cinquantaine de personnes (dont quarante des pays baltes), ont annoncé dix de ses fondateurs vendredi 4 juin au cours d'une conférence de presse dans un appartement modeste. L'objectif de ce mouvement est d'« instaurer une confiance mutuelle » par des contacts entre des opinions politiques, des pays et non seulement entre les officiels (dont le mouvement de la paix officielle, organisation de masse qui se veut à approuver les positions du gouvernement).

[Cetle création d'un mouvement indépendant est intervenue au lendemain du message en langue russe du général de Gaulle, venu à Leningrad et qui n'est pas été autorisé à avoir des contacts avec la population. Pour le gouvernement soviétique, les seuls bons pacifistes sont ceux qui manifestent contre les « méfaits des impérialistes » en matière de course aux armements.]

Italie

Plusieurs avocats français, appartenant à un « collège international de défense », assisteront lundi 7 juin à Rome à l'ouverture du procès de M. Toni Negri, accusé d'insurrection armée contre l'Etat. Professeur de philosophie à l'université de Padoue, il est détenu depuis trois ans, accusé de l'assassinat d'Alido Moro et d'être membre de la fraction des Brigades rouges. Deux ans plus tard, il s'est avéré que ces accusations étaient infondées, mais l'implication d'un « assassinat armé » a été maintenue, et les prévenus gardés en détention.

Les membres du Collège international, parmi lesquels M. Georges Kleinman, Jean-Denis Bredia, Henri Lécuyer, Martine Colme et Jean-Pierre Mignard, estiment que la justice italienne présente un énorme dossier (cent mille pages) qui contient des accusations qui n'ont pas été vérifiées.

Il ont également que l'ouverture du procès le 7 juin est purement formelle, les débats ne devant s'ouvrir qu'à l'automne, et que cette « mise en scène » a seulement pour but de confondre dans l'esprit de l'opinion Toni Negri et les accusés du procès Moro qui passent en jugement devant la même cour de demande la mise en liberté des inculpés.

Féeries

Le commentaire, au petit écran, sera signé Léon Zitrone. TF1, qui retransmetra en direct, dimanche soir 6 juin, la soirée de clôture du sommet de Versailles, ainsi que de nombreuses chaînes de télévision étrangères, ne pouvait faire mieux : rappeler de sa retraite un habitué des « reportages de prestige », vétéran des pompes royales ou républicaines.

La soirée promet d'être grandiose. Donnée pour l'agrément des « grands », et leurs suites réunies à Versailles — deux cents personnes triées sur le volet — elle a également été conçue pour que chaque téléspectateur « pénètre » à sa façon dans le château, son parc, et fasse, lui aussi, le tour du propriétaire.

Ce dernier point est si vrai que la fête commencera sans les invités coupés à finir leurs desserts dans la galerie des glaces sur le bassin de Neptune. Là, « campés » sur les eaux, une centaine de saxophonistes du groupe Urban Sax donneront un concert contemporain. Les derniers accords de musique pleurée, les deux cents convives du dîner de gala retrouveront la fête, dans le cadre de l'Opéra royal, où ils se joindront à cinq cents autres spectateurs.

Pour eux, pour nous, dans ce théâtre de cour somptueux, l'ensemble les Arts florissants, sous la direction de William Christie, jouera précisément les Arts florissants, une idylle en musique de Marco-Antoine Charpentier, mise en scène par Jorge Lavelli.

Un intermède, soigneusement minuté, permettra ensuite aux

invités de gagner la Chapelle royale, dédiée à Saint-Louis, pendant que les chefs d'Etat et de gouvernement — en principe suivis par les caméras de télévision — emprunteront un autre chemin pour arriver au même lieu. Douze minutes durant, Esther Lamandier chantera des mélodies du onzième, douzième et treizième siècles. Une brève réception à la galerie des Glaces suivra ce régal. Puis l'on empruntera — histoire, selon un organisateur, de « retrouver cet espace qui fut celui d'un souverain, Louis XIV » — l'escalier de la Reine, peu avant 22 heures. Des limousines mèneront alors nos élus, en quelque vingt minutes, au Grand Trianon.

Tout l'art consistera à faire de cette promenade une fête majestueuse. Pierre-Alain Hubert, pyrotechnicien marseillais, « peindra » des feux d'artifice, le groupe Urban Sax, à nouveau, jouera dans les parterres de Latone, dans la perspective du château, et la batterie-lanfare de la garde républicaine fera une exhibition autour du bassin d'Apollon. Ce n'est pas fini ! Roulant au ralenti, le long du grand canal, chefs d'Etat et de gouvernement, ramenés aux temps des fastes de Versailles, pourront encore apprécier des feux d'artifice et voir défiler, sur l'autre rive, la garde républicaine à cheval.

Bien sûr, la nuit dissimulera aux regards indiscrets les gardes du corps. Les chefs d'Etat et de gouvernement se sépareront sur les marches du Grand Trianon. D'autres moments de détente leur seront proposés. Là aussi, les caméras de la télévision seront présentes, mais à distance. — L. G.

Histoire d'une promenade... à l'eau

Pourquoi ? Ouï, pourquoi la promenade en bateau des chefs de délégations, prévue vendredi à 19 h. 15, a-t-elle été annulée ? Tout était prêt : la barque, répondant au doux nom de Petite-Vierge, les neuf fauteuils en rotin couleur jais pâle, les deux serveurs en habit, les verres et les bouteilles de porto et de whisky. Tout au long de l'escalier conduisant à l'embarcadere du Grand Trianon, les gardes républicains, l'épée sortie du fourreau, attendaient aussi. Comme attendu, le service de sécurité, aux aguets, serrant de près une trentaine de journalistes.

Tout était donc prêt, sauf les « grands » du sommet. Mme Thatcher fut la première à sortir de son appartement. Mais elle fut seule de son rang, entourée de quatre conseillers, à se promener devant le Trianon. Certains téléobjectifs curent distingué à ses côtés la silhouette de M. Spadolini. Le temps passa, bientôt trente minutes ! M. Mitterrand et ses invités n'apparaissent pas.

Le service de sécurité commençait donc à refouler la presse. La représentation pro-

mise, expliquait-on, était annulée. Pieux mensonge — plutôt démenti-mensonge. Au même moment apparaissait, en effet, M. Mitterrand, qui, d'un geste, exigeait que l'on lui livrât les photographes. La promenade en bateau était remplacée par une balade sur la terrasse. Arrivèrent alors Mme Thatcher, MM. Trudeau, Schmidt, Altzai et d'autres promeneurs. Mais point de MM. Reagan et Suzuki.

Quelle explication donner à ce contre-temps ? « Pas de commentaire ! », répondent les Américains, qui n'en sont habituellement pas averses. Les Français sont plus prolixes, mais guère convaincants : l'annulation aurait été décidée en raison de l'insécurité des photographes cherchant à déborder le service de sécurité. Nous n'avons pourtant rien vu de tel.

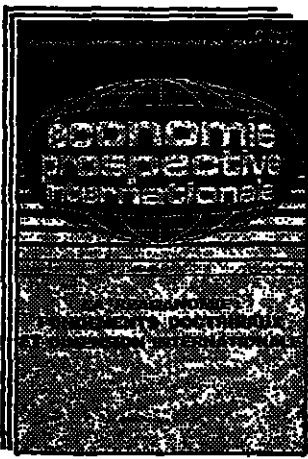
Alors ? Alors il faut se fier aux sources officielles. La décision d'annuler la promenade en barque a été prise bien avant 19 heures, l'équipe de M. Reagan doutant de l'efficacité des services de sécurité français.

LAURENT GRELSAMER.

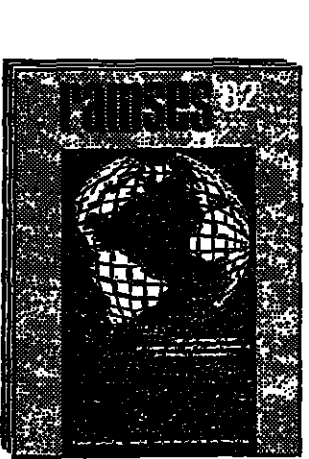
LA NOUVELLE DONNE DE L'ECONOMIE MONDIALE

Le rôle du dollar dans le système monétaire international, La place de l'Etat dans la vie économique, La situation des Etats-Unis dans le commerce mondial : Une première analyse critique de la nouvelle politique économique du Président Reagan.

Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales



100 F



85 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

Rn librairie: 31, quai Voltaire - 75007 Paris.
165, rue Garibaldi - 69003 Lyon
Par correspondance: 124, rue Henri-Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex

La montée du nationalisme économique, Le retour en force du dollar, La course aux armements : Une réflexion originale sur les multiples visages de l'insécurité économique.

Institut Français des Relations Internationales

LE CONFLIT DES MALOUMINES

Les forces argentines retranchées dans Port-Stanley attendent l'assaut britannique

Le mauvais temps persistant sur les Malouines contribue à gêner les opérations militaires. Celles-ci se sont réduites, le vendredi 4 juin, à de brefs accrochages à terre, des échanges d'artillerie et quelques bombardements aériens sur le mont Kent, une éminence située à vingt-cinq kilomètres à l'ouest de Port-Stanley : de là les troupes britanniques observent les forces argentines qui sont retranchées dans la capitale de l'archipel, défendues par une « ceinture » de champs de mines, de l'artillerie lourde et de la D.C.A. Les Britanniques lanceront-ils leur

offensive cette fin de semaine ? La décision ne dépend plus que du commandement militaire, après l'échec des diplomates aux Nations unies, même si une attaque menée durant le sommet de Versailles serait d'un effet désastreux devant l'opinion internationale. L'attente, qui dure depuis trois jours, ne pourra pas se prolonger indéfiniment, en raison de l'aggravation des conditions climatiques, qui soumettent les soldats à rude épreuve dans leurs tranchées, où le froid (sept degrés en dessous de zéro vendredi), la pluie, la neige parfois, la boue

toujours, sont le lot commun des troupes. Un nouveau commandant des parachutistes britanniques, le lieutenant-colonel David Chandler, a été parachuté sur l'île Malouine orientale, pour remplacer le colonel Herbert R. Jones, tué lors de l'attaque contre Goose Green, à l'annonce de Londres. Buenos-Aires, de son côté, assure être parvenu à envoyer des renforts en hommes, en armes et en munitions au général Menéndez. Ce sont, environ, quinze mille hommes, la moitié Britanniques, et la moitié Argentins, qui se font face à Port-Stanley.

Londres oppose son veto à une résolution du Conseil de sécurité en faveur d'un cessez-le-feu

New-York. — Après trois jours de débats confus, le Conseil de sécurité des Nations unies a repoussé, dans la soirée du vendredi 4 juin, un projet de résolution demandant un cessez-le-feu immédiat, assorti d'un commencement d'application des précédentes résolutions 502 et 505 « dans leur totalité ». Le projet a, en fait, recueilli les neuf voix nécessaires à son adoption (Chine, Pologne, Zaïre, Espagne, Irlande, Japon, Ouganda et Panama), mais la Grande-Bretagne et les États-Unis ont opposé leur veto. La France, la Jordanie, le Togo et la Guyana se sont abstenus. La résolution reprenait celle présentée le 2 juin par le Pakistan et l'Espagne, mais y ajoutait la référence aux deux résolutions précédemment adoptées par le Conseil, qui prévoyaient le retrait des troupes argentines (502) et confiaient une mission de conciliation au secrétaire général (505).

Dans son explication de vote, le représentant permanent de la France, M. Luc de la Barre de Nanteuil, a indiqué : « La France n'a qu'un seul but : que cessent les hostilités dans le respect du droit... L'adoption de ce texte serait-elle de nature à contribuer au règlement du conflit ? » M. de Nanteuil a estimé que le texte aurait dû être amélioré. Deux mois après le vote de la résolution 502, a-t-il fait remarquer, ses conclusions (l'évacuation des troupes argentines) n'ont pas été respectées. Le commencement d'application de la résolution 502, a-t-il fait remarquer, ses conclusions (l'évacuation des troupes argentines) n'ont pas été respectées. Le commencement d'application de la résolution 502, a-t-il fait remarquer, ses conclusions (l'évacuation des troupes argentines) n'ont pas été respectées.

M. Haig d'être trop favorable aux pays latino-américains, a commencé son explication de vote par la lecture d'un poème argentin consacré à la paix et à la guerre. Après avoir coté « son » projet, la résolution, elle a confié aux journalistes qu'elle avait reçu « trois minutes après le vote » une nouvelle instruction d'abstention. Mme Kirkpatrick aurait alors expliqué à Washington qu'il était impossible de revenir sur un vote. Sur quoi, Washington lui aurait demandé de s'abstenir. Mme Kirkpatrick a alors expliqué à Washington qu'il était impossible de revenir sur un vote. Sur quoi, Washington lui aurait demandé de s'abstenir.

L'ARGENTINE N'A PAS CONVAINCU TOUS LES NON-ALIGNÉS REUNIS A LA HAVANE

A La Havane, le ministre argentin des affaires étrangères, M. Nicoroso Costa Mendez, avait demandé, jeudi 3 juin, l'appui du mouvement des pays non alignés dans la lutte de son pays contre « le colonialisme ». Son discours n'a pas convaincu l'ensemble des délégations. Et le groupe latino-américain n'était pas parvenu, vendredi 4 juin, à se mettre d'accord sur la rédaction du passage du communiqué de la conférence des ministres des affaires étrangères sur les Malouines. La Guyana, la Jamaïque, la Trinidad et Tobago souhaitaient que le texte fasse mention de la résolution 503 du conseil de sécurité (503) prévoyant le retrait des troupes argentines des Malouines. Ce texte, préparé par Cuba et l'Argentine et attaquant la Grande-Bretagne, devait être édulcoré, ce samedi, afin de pouvoir être accepté par les quatre-vingt-trois ministres des affaires étrangères présents à La Havane.

L'Argentine dans la guerre

III. — Tout a changé

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

La guerre des Malouines est pour l'Argentine une épreuve qui risque de remettre en cause ses alliances extérieures et ses options politiques intérieures (« le Monde » des 4 et 5 juin). Beaucoup d'Argentins estiment en tout cas que rien ne sera jamais plus comme avant.

Il s'étaient prévus aussi d'interdire aux différentes formations d'insurrection dans leur pays une action de type terroriste. Mais les hommes politiques que nous avons interrogés, aucun ne nous a parlé de ce qu'un éditorialiste appelle la « culpabilité collective » du pays. M. Angel Roldán, par exemple, qui a été trois fois ministre dans les derniers gouvernements péronistes, affirme : « Il y a eu des erreurs, des erreurs graves, mais moins qu'on ne l'a dit. Ce qui s'est passé était contraire au droit naturel. Mais la guerre n'est pas terminée. Elle est en cours. Les Argentins doivent se comporter en citoyens responsables, et non pas en victimes. »

Les ministres de la place de Mai continuent tous les jours de tourner sur la place, la tête recouverte d'un foulard blanc sur lequel est imprimé le nom de leur enfant. La guerre des Malouines réveille en elles d'anciennes douleurs : d'autres femmes, là-bas, disparaissent et meurent. La mort des uns ne va-t-elle pas effacer celle des autres ? Maintenant quelle « défend la patrie », l'armée se sentira-t-elle tenue de rendre des comptes ? Les ministres rejettent de telles objections, continuant de manifester tant qu'on ne leur aura pas donné d'explications sur leurs enfants.

Comment sera conçu, demain, le maintien de la « sécurité interne » ? Les ministres acceptent-ils de se soumettre à une certaine légalité ? C'est un des problèmes posés par la démocratisation, nous dit un militant des droits de l'homme. Il y en a un autre : la subordination du pouvoir militaire au pouvoir politique.

« Nous ne savons pas si l'armée est prête à admettre un régime dont l'idéologie serait contraire à la sienne. Quand elle a pris le pouvoir en 1976, elle a dit, sans doute, qu'un jour elle céderait la place, mais après avoir établi un système durable, avec des lois qui auraient les mêmes idées que les siennes, et qui consolideraient la population de voter en leur faveur. Elle s'était fixée comme première tâche d'éliminer ceux qui dépassaient ce qu'elle appelait les « limites » des règles de la contestation. Elle y a réussi. Mais depuis le 2 avril elle ne parle plus de la subversion. Quant à son idéologie, elle risque de changer. »

Depuis le 2 avril, en effet, « tout a changé », a-t-on dit. « Tout a changé », si l'on en croit un jeune péroniste. La guerre a sans doute donné du prestige à l'armée, mais elle ne justifie pas, selon nos interlocuteurs, son maintien au pouvoir. « Le régime a perdu sa légitimité pour des raisons qui ont précipité le conflit, et qui ne disparaîtront pas. Le premier lien, pour la crise économique et sociale qui déchire le pays, est la politique anti-populaire qui a exigé des sacrifices excessifs des salariés », dit M. Roldán. Une politique qui a été qualifiée d'« ultra-libérale » mais dont certains analystes, comme M. Alvaro Alsogaray, disent qu'elle a été en fait « fausement libérale » car elle a maintenu des mécanismes « dirigistes », notamment dans le domaine financier.

Lors d'un débat organisé par le parti radical, un universitaire faisait ainsi le bilan de six ans d'une telle politique : « Nous vivons dans un pays sans industrie, sans culture, sans science et sans technologie. » L'ouverture totale aux articles étrangers a ruiné l'industrie. Il suffit de regarder les paquets de Fannurine, nous dit un ami argentin. Elles sont moitié moins épaisses qu'avant. Les usines tournent à 50 % de leur capacité. Il y a de 10 à 15 % de chômeurs, selon les estimations. Un million et demi d'Argentins ont quitté leur pays ces cinq dernières années pour chercher du travail au Brésil, en Europe, aux États-Unis, si l'on croit le rédacteur en chef d'un grand journal.

Le boycottage européen risque d'aggraver une telle situation. Aussi l'après-guerre s'annonce-t-elle sombre, surtout si l'Argentine doit perdre les Malouines. C'est pourquoi le retour progressif à la démocratie ne semble pas assuré à certains de nos interlocuteurs. « Pour peu qu'on y pense, disent-ils, si les Anglais installent de nouveau à Port-Stanley, sans doute ne seront-ils pas disposés à en aller de suite après tant de sacrifices subis. Cette idée même semble absurde aux Argentins : « La Grande-Bretagne croit-elle vraiment qu'elle peut rester de toute éternité aux Malouines, comme si elles étaient parties de son territoire ? »

PORT-STANLEY : une Angleterre en modèle réduit

Puerto-Argentino, ou Port-Stanley, qui fait, depuis des semaines, la une de journaux et les « ouvertures » des bulletins de radio et de télévision de la planète, n'est qu'une très modeste bourgade. Avant la guerre, ses habitants se voulaient à l'élevage de mouton, à la consommation de la bière-pression et au jeu de échecs. Aujourd'hui, tout est changé, bien sûr. Mais Port-Stanley a longtemps été une Angleterre en modèle réduit : le port, la jetée, le bâtiment de la Falkland Islands Company, propriétaire d'une grande partie de l'archipel. En face du port, se dresse l'édifice de briques du Jubilee, construit en 1875 en l'honneur de la reine Victoria. Le long du port, court une grande avenue, Ross Road, qui mène au Battle Memorial, monument commémorant une bataille navale anglo-allemande dans les parages, au cours de la première guerre mondiale.

En dehors de cette avenue, Port-Stanley s'étale le long d'une colline descendant en pente douce jusqu'à la mer. Le village s'étage sur une dizaine de blocs de maisons de bois de teintes variées. Des transversales pas toujours asphaltées descendent de la colline et coupent à angle droit plusieurs rues de moyenne importance. C'est tout. La cathédrale anglicane est d'une laideur sobre. L'église catholique Saint-Mary, une bâtisse en bois blanc, est anonyme. Le village possède — origines obligent — trois pubs (le plus fréquent étant le Globe Hotel), un seul hôtel, le Upland Goose Hotel, et quatre clubs, dont la raison sociale est, en toute simplicité, le Colony Club.

Les neuf cents « Kelpers » habitant Port-Stanley avaient, aussi, pour se distraire, un cinéma, une maison commune, un terrain de football réglementaire, mais... en pleine, des courses de chevaux sur un hippodrome du bord de mer, pour la belle saison, une station de radio locale et un bulletin en anglais à parution irrégulière, The Penguin News. Cette petite cité dispose d'un hôpital de douze lits, d'un supermarché, d'une école primaire. Quelques quatre cent cinquante personnes sont affiliées aux Falkland Islands General Employee Union, unique et paisible syndicat de l'archipel.

En été, la température peut atteindre 21 degrés. Les généraux sont en fleurs et l'on joue au squash et au tennis en plein air. L'hiver y est rude : les véhicules à quatre roues motrices sont nécessaires. L'éclairage public fonctionne dès 3 heures de l'après-midi. C'est ce qui présente l'hiver à Port-Stanley. — (A.F.P.)

(Publicité)

En cette veille de la Session extraordinaire des Nations unies, pour arriver la course aux armements, et qui, devant les menaces qui pèsent sur l'humanité, nous semble être celle de la dernière chance de cette période de paix, en tant qu'organisation non gouvernementale de citoyens libres, au nom de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la liberté et du droit des hommes à la sécurité et à une vie paisible pour tous les humains, nous adressons un appel pressant aux délégués des Nations à cette Session pour trouver et appliquer des solutions afin d'arrêter la préparation de cette folle collective que constituerait l'utilisation des armes de l'apocalypse.

Au nom de tous ceux qui devraient mourir en cas de conflit nucléaire, chimique ou biologique, nous vous demandons de négocier avant de faire la guerre, car dans la négociation après l'échec et devant l'esprit ce serait les morts pour rien qui nous le reprocheraient.

Merci à l'avance de votre attention

Les personnes désirant recevoir l'imprimé d'information pour la sécurité mondiale sont priées d'écrire à la MAISON DE LA PAIX-SERAN MAC BRIDE, 50, rue Damartin, 92100 ROUBAIX.

(Publicité)

Un communiqué commun soviéto-argentin condamne les actions militaires de la Grande-Bretagne contre l'Argentine. Ces actions, indique le texte, publié le vendredi 4 juin au terme de la conférence soviéto-argentine de M. Hnash, chef de parti et de l'Etat tchécoslovaque, « mettent en péril la paix et la sécurité internationale ». L'Argentine, dit le communiqué, a été victime de la politique de la Grande-Bretagne, toute tentative de recourir aux méthodes du brigandage colonialiste se retournera inévitablement contre ceux qui usent de telles méthodes. C'est la première fois qu'un document officiel engageant les autorités soviétiques condamne le gouvernement de Londres. Jusqu'à présent, les déclarations de Kromin se contentaient de souhaiter une solution pacifique du conflit. — (Correspond.)

Le Brésil, le Venezuela et l'Équateur ne participeront pas aux manœuvres UNITAS 1982, que les marines de guerre américaines et latino-américaines effectuent traditionnellement ensemble chaque année, ont annoncé officiellement, le vendredi 4 juin, les capitales de ces trois pays. Le Pérou pourrait se joindre à ce mouvement de protestation contre l'attitude pro-britannique de Washington dans l'affaire des Malouines. — (A.F.P.)

Les 20 000 « disparus »

Jusqu'à présent, les chefs militaires se sont efforcés de suivre le calendrier fixé l'un des trois membres de la junta, le général Lami Dozo, chef d'une aviation qui a été à la pointe des combats, a tenu récemment des propos remarqués, en disant que des changements devaient être opérés dans la vie politique. Afin que « tous les secteurs puissent y participer ».

Dans certains milieux, on estime même que le statut des partis sera moins restrictif que prévu. Certes, on ne sait toujours pas s'il y aura ou non une ouverture de trois ou quatre formations, les deux principales étant le Mouvement justicialiste (péroniste), dont la présidence est toujours Mme Isabelle Perón, exilée à Madrid, et l'Union civique radicale, parti de centre gauche.

Les militaires voulaient interdire les partis proposant dans leur programme la collectivisation de l'économie et la dictature du prolétariat. « Mais que deviendra cette interdiction, maintenant que le conflit des Malouines les pousse à se consacrer à l'« Est ? », nous dit une personnalité de l'opposition.

PUBLICATION DES COMPTES DE L'ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM (Association Loi 1901)

Les lecteurs du « Monde » ont pu voir, dans ces pages, les appels lancés par l'Action internationale contre la faim, pour financer les projets urgents et de développement dans les pays pauvres. Il y a été répondu avec une générosité particulière. Voici pourquoi A.I.C.F. publie ici ses comptes de l'année 1981.

Les fonds collectés au cours de cet exercice se sont élevés à 9 400 199 F, provenant de cinq sources principales :

- Les dons des particuliers : 1 028 551 F
- Les cotisations des membres de l'association : 5 032 717 F
- Les dons des entreprises : 2 441 040 F
- Les dépôts recueillis par les guichets des banques populaires : 689 193 F
- Les participations de la C.N.R. (Commissariat National à la Recherche) : 121 717 F
- Le total de nos recettes, 9 400 199 F nous ont été remis à la suite d'appels portant sur des projets ponctuels et le solde sans affectation particulière.

Les dépenses d'intervention effective sur le terrain se sont élevées à 9 793 598 F se répartissant ainsi :

- ALGERIE (aide aux réfugiés algériens) : 1 028 551 F
- CAMBODGE (aide aux réfugiés cambodgiens et vietnamiens) : 2 441 040 F
- HAUTE-VOLTA : 689 193 F
- CENTRAFRICA : 121 717 F
- ALGERIE (solde de l'aide de 1980 à El Asnam) : 121 717 F
- ALGERIE (solde de l'aide de 1980 à El Asnam) : 121 717 F

Le solde a été reporté entre des participations aux projets des comités locaux A.I.C.F. (45 401 F) et les dépenses de fonctionnement (290 232 F, soit 3 % du budget total).

Ces comptes ne concernent que l'Association nationale A.I.C.F. chaque comité local (45 à ce jour) constitué en association indépendante gérant son propre budget.

ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM (A.I.C.F.) 154, rue de Rivoli - 75001 PARIS - C.C.P. 439716 PARIS

هذا من الأصل

**« CONVERSA ACABADA » (« MOI, L'AUTRE »)
DE JOAO BOTELHO**

Centre Georges Pompidou
9-10-11 juin 1982 à 18 h 30
ELLA Ø TELEGRAMMES
par la Compagnie de l'Oiseau-Mouche
Grande Salle 1^{er} sous-sol — réservation 274.42.19

LE DISQUE DES CONCERTS EN CHINE



DISTRIBUTION CBS

Le festival de Munich

ron 26 millions de francs) par le même musée.

1980 pour 3,9 millions de dollars (environ 26 millions de francs) par le même musée.

هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 5 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Droit de réponse. Une émission de Michel Polac. Les syndicats, pour quoi faire ?
- 21 h 55 Série : La Plantation. De V. Vogel et H. Falk. Avec L.A. Warren, M. Scott, H. Lange. Une nouvelle série américaine sur fond de plantation dans le sud des États-Unis à la veille de la guerre civile. Amours, passions, ambitions...
- 22 h 50 Sports : Tennis. A Roland-Garros (Résumé de la journée).
- 23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

PIERRE BACHELET
dans Entrez les Artistes
chante
"LES CORONS"
Nouveau disque
33 tours

- 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées. De Michel Drucker. Avec M. Amont, S. Vartan, D. Balavoine, etc.

Ce soir dans Champs-Élysées
Rika Zarai
"CHANTE L'AMI"
30 cm n° 6313 328 MC n° 7200 328
PHILIPS

- 21 h 40 Feuilletton : Les invités. De J. Robert ; réal. R. Pigault. Avec M. Aulclair, J.-M. Bory, N. Caillan, J. Desailly. Un cadavre est retrouvé dans la piscine du jeune journaliste qui avait invité des amis à une réception dans son manoir de Normandie. L'enquête commence.

- 22 h 35 Document INA : Carnets de bal. Wissembourg ou harmonie, série de A. Ila Chojnow ; réalisation J.-L. Comolli. Le bal, véritable institution sociale avec ses codes, ses règles, ses histoires. Après le bal populaire la semaine précédente, ce film aborde un bal de société en Alsace. Le maître ouvre la première danse. Christophe et Petra rêvent de partir.
- 23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 30 On sort ce soir : L'occasion fait le larron. Une émission présentée par P. Douglas. Réal. : Patrick Martin. A l'Opéra de Nice : L'occasion fait le larron, de Rossini, avec l'Orchestre régional Provence Côte d'Azur, sous la direction de Philippe Bender, et le Nouveau Théâtre de Nice. Ce huitième opéra de Rossini, chanté en italien, met en scène deux couples d'amoureux contrariés par des échanges d'identité selon un schéma connu de la comédie italienne et de l'opéra-bouffe.
- 22 h 15 Journal.
- 22 h 45 La chambre du roi. Un reportage de Claude-Nicolas Hocquard et Lydie Laupies sur la restauration de la chambre du roi à Versailles.
- 23 h 35 Prélude à la nuit. Milhaud ; Suite pour ondes Martenot et orchestre à cordes.

FRANCE-CULTURE

- 20 h. Le chien n'aime pas le tango, de J.-J. Varoujean. Avec M. Regnier, A. Le Moal, R. Blaess, etc.
- 21 h 55. Ad lib, avec M. de Bretteville.
- 22 h 5. La fague du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

- JOURNÉE LIBERTÉ
- 20 h 30. Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : Ouverture de « Léonore 1^{re} », « Fidelio », « Léonore III » ; « Quatrième Concerto pour piano et orchestre en sol majeur » de Beethoven ; « Deuxième Symphonie », de Szymanowski, par l'Orchestre national de France ; sol. M. Dichter, dir. L. Segerstam ; « Mazurka », de Liszt, par C. Arrau, piano ; « Polonaise héroïque », de Chopin, par M. Pollini, piano.
- 23 h. Œuvres de Berlioz, Vivaldi, Mozart, Haendel, Janacek, Chaykov.

Dimanche 6 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 10 h Présence protestante.
- 11 h Messe de la Sainte-Trinité. Célébrée avec les enfants de l'école Sainte-Odile à Montpelier, précédée de P. J.-C. Monte.
- 12 h Télé-foot.
- 13 h Journal.
- 14 h 20 Miss en boîte.
- 15 h Sports : Tennis. En direct de Roland-Garros : finale simple messieurs.
- 16 h Série : Rebecca. Dernier épisode. Maxime révèle à Rebecca combien il l'aimait son ancienne femme...
- 17 h Magazine : Pleins feux. Les Corbeaux, à la Comédie-Française ; l'Alouette, au Théâtre de la Madeleine ; le groupe polonais Mowice ; Diana Ross, au Palais des sports.
- 18 h 30 Les animaux du monde. Les chasseurs d'Okavango.
- 19 h Journal.
- 20 h 35 Soirée Versailles : Sommet des nations industrialisées. Réal. : J.-P. Barzès. A l'occasion de la rencontre à Versailles des chefs d'Etat et de gouvernement, une grande soirée est organisée le 6 juin à Versailles. Opéra, fanfares, pyrotechnie, jets d'eau et jeux de lumière, le tout retransmis en mondovision et commenté par Léon Zitrone.
- 21 h 20 Sports : Automobile à Détroit. Grand Prix de formule 1 (résumé).
- 22 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h 15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Dimanche Martin (suite). Incroyable mais vrai : 14 h 25, Série : L'homme à l'orchidée ; 15 h 30, L'école des fous ; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire ; 16 h 25, Le danton.
- 17 h 5 Série : Médecins de nuit. Alpha (rediffusion).
- 18 h La chasse au trésor.
- 19 h Stade 2.
- 20 h Journal.

Natali KAUFMANN
"envie de trainer avec toi"
45 t. La nouvelle affiche.

- 20 h 35 Variétés : La nouvelle affiche. Réal. G. Barrier ; présentation : Max Meyrier. Avec D. Balavoine, M. Berger et neuf jeunes de la chanson.
- 21 h 40 Document : Antoni Tapiés. Réal. A.S. Labadie. La peinture abstraite, forte, dramatique, d'un artiste catalan qui utilise divers matériaux : sable, papiers froissés, cartons, objets...
- 22 h 30 Série documentaire : La vie à vit. Pour mémoire, réal. M. Gossel. Isabelle, vingt ans, et Pierre, trente-neuf ans, se rencontrent par une belle journée de juin, et décident de mourir ensemble. Après une errance à travers l'Espagne et la France, ils s'enferment avec un 22 long rifle. Marianne Gossel raconte cette histoire vraie avec sensibilité et émotion.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 10 h 30 Émissions de l'ICI destinées aux travailleurs immigrés : Mosaïque. Une émission réalisée par la télévision yougoslave. Des reportages sur les métiers de la mer, le retour d'une famille émigrée en France, et des variétés avec des groupes yougoslaves et la chanteuse Tereza Keselova.
- 12 h D'un soleil à l'autre. Magazine agricole.

- 13 h Les jeux du dimanche.
- 14 h Onze pour une coupe. Les villes du Mondial 82.
- 15 h 30 Festival du jazz à Antibes.
- 16 h 15 Ouvert le dimanche.
- 17 h 15 Les secrets de la mer Rouge. D'après H. de Montfrid. Réal. : C. Guillemot et P. Lary. L'Enquête (redif.).
- 18 h 45 Magazine : L'écho des bananes. Une émission de V. Lamy. Kim Larsen, le groupe Magna, le groupe Comica et Lili Dropp.
- 19 h 40 Spécial DOM-TOM.
- 20 h Magazine : Merci, Bernard. Une émission de J.-M. Ribes. Des sketches, des rubriques habituelles, avec Eva Darlan, Tonie Marshall, Ronny Coutureux, Philippe Khorsand.
- 21 h 35 Cinéma : La Dentellière. Film franco-suisse de C. Goretta (1976), avec L. Huppert, F. Breyer, F. Giordani, A.-M. Düringer, R. Schreier (redif.). Une apprentie coiffeuse, simple et timide, qui ne sait pas s'exprimer, vit sa première aventure amoureuse avec un étudiant, fils de bourgeois, rencontré en vacances. Celui-ci ne comprend pas sa personnalité profonde. Drame psychologique à l'atmosphère « téchobovienne » (d'après le roman de Pascal Lainé). Un amour absolu, une vie perdue dans un maillage. La mise en scène est remarquable et Isabelle Huppert fascinante dans son mutisme, sa solitude et son désespoir.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 40 Cinéma de minuit (Aspects du cinéma italien) : Mamma Roma. Film italien de P.-P. Pasolini (1962), avec A. Magnani, E. Garofalo, F. Cini, S. Corsini, L. Loiano (v.o. sous-titrée, N.). Une prostituée romaine vieillissante abandonne le « métier » pour faire un travail honnête et pour établir son fils adolescent. Le jeune homme ne répond pas à l'amour maternel, glisse à la marginalité, à la délinquance. Étude de mœurs tournant à la tragédie sociale, combat perdu contre un monde qui ne pardonne rien aux marginaux. Ce film admirable, où passion, déjà, le destin personnel de Pasolini, se voit en France qu'après sa mort. Anna Magnani y fut bouleversante.
- 23 h 5 Prélude à la nuit. Réal. James Galway (flûte) : Sonate pour flûte et clavier, de Bach, en mi-mineur.

FRANCE-CULTURE

- 12 h 5. Allegro.
- 13 h 45. Le Quatuor Esthétique et W. Tenehave, altiste, interprètent deux quatuors de Mozart.
- 14 h 5. Soins : Maison ma mère.
- 15 h 5. La Comédie-Française présente : La dame ne brûlera pas, de C. Fey.
- 16 h 5. Le lycée.
- 17 h 30. Échelles de l'espérance : la Comtesse de Ségur, par A. Fraigneau.
- 18 h 30. Ma son troppe.
- 19 h 10. Le cinéma des cinéastes.
- 20 h. Albertus : Raymond Roussel (3^e partie).
- 21 h 30. Atelier de création radiophonique : « Schwarzwald », de J. Schwartz.
- 22 h. Musique de chambre : Chostakovitch, Zemlinski, Schubert, interprétés par le Film Arts Quartet et le Quatuor Académia.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 5 Les après-midi de l'orchestre : De Los Angeles à Londres : la seconde carrière de Schubert, Mozart, Beethoven, Brahms, Bruckner.
- 14 h 4. D'une oreille l'autre : Œuvres de J.-S. Bach, Mendelssohn, Tchaïkovski, Bartok, Boulez, Debussy, Vivaldi, Brahms, Berlioz, Dutilleul.
- 17 h. Comment l'entendez-vous ? « Schubert », par M. Le Bris.
- 18 h Jazz : Les quintettes F. Hubbard et D. Gillespie.
- 19 h. Les chœurs de la terre.
- 20 h 30. Concert : « Le songe d'une nuit d'été », de Mendelssohn ; « Nuit dans les jardins d'Espagne », de Falla ; « Concerto pour la main gauche », « Le Boléro », de Ravel, par l'Orchestre symphonique et les chœurs de la radio de Francofort ; chef de chœurs, W. Schaeffer ; sol. H. Heichele, soprano, M. Neubauer, contralto, A. de Larrocha, piano ; dir. R. Fruhwald de Burgo.
- 22 h 30. La nuit sur France-Musique : Zino Francescatti ; œuvres de Mozart, Fauré, Chausson ; 0 h 5, Rupture ; Mendelssohn, Scriabine.

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES RADIOS LIBRES

« Essentiellement structurel, et à préoccupations internes », c'est ainsi que la Fédération nationale des radios libres (F.N.R.L.) définit son sixième congrès, qui s'est tenu à Avignon les 29 et 30 mai dernier. Les représentants de la fédération, qui revendique trois cent vingt et une stations locales, ont souligné le 2 juin que les débats fondamentaux, comme la question du financement, la régionalisation, les nouveaux supports de la communication audiovisuelle, avaient été repoussés à l'automne, après la mise en place de nouvelles structures. Au cours de ces deux jours, la F.N.R.L. s'est en effet dotée d'un bureau national de douze membres titulaires et de onze suppléants, qui, désignés par la convention nationale, composée de délégués régionaux et réunie tous les trois mois, doivent quant à eux, se rencontrer tous les quinze jours.

La fédération a, d'autre part, exprimé son hostilité aux radios commerciales, municipales et aux radios émanant de la presse écrite. Les congressistes ont refusé toute remise en cause de leurs positions antérieures. Un texte envisageant l'hypothèse de la sponsorship a été repoussé, toute ouverture à la publicité, quelle que soit son appellation, ayant à nouveau été rejetée. « Face au choc publicitaire, nos radios seraient noyées », déclaraient-ils, « nous ne sommes pas responsables ; avant d'envisager son autorisation, nous devons garantir leur existence, leur reconnaissance par le biais de la dérogation et leur solidarité. Ensuite, seulement, pourra être discutée l'introduction d'une certaine publicité locale. Au cas où celle-ci s'imposerait avant, dans des conditions peu souhaitables, nous créerions une régie nationale. » Un discours que les différentes tendances coexistant au sein de la F.N.R.L. n'approuvent pas à l'unanimité. — A.C.

TRIBUNES ET DÉBATS

- DIMANCHE 6 JUIN
- M. Henri Krasucki participe à l'émission « Le grand jury R.T.L. le Monde », sur T.L., à 18 h 15.
- M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., est l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.
- M. André Laurens, gérant du Monde, est l'invité du journal de R.M.C., à 12 h 45.

Le Monde de l'Éducation

numéro de juin
EXCLUSIF
LE PREMIER BILAN DU COLLÈGE
A quoi servent les associations de profs ?
L'avenir des écoles normales supérieures
En vente partout 10 F.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75437 PARIS-CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F
ÉTRANGER
(par mandats)
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F
IL — SUISSE, TUNISIE
386 F 607 F 849 F 1 230 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur mandat.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats par chèques de capitaux d'imprimerie.

SPORTS

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DE ROLAND GARROS

MATS LA MENACE

La grande finale de Roland-Garros n'aura pas été disputée entre les deux Argentins Vilas et Clerc. C'est un Suédois tout neuf, Mats Wilander, qui aura joué les trouble-fête, étant parvenu vendredi à se qualifier à la force du poignet comme si son grand aîné, Björn Borg, invisible et présent, lui avait passé un talisman en même temps que le « tennis ». Car si la demi-finale latine entre Guillermo Vilas et l'Espagnol José Higueras vit une victoire retentissante (6-1, 6-3, 7-6) du premier, la qualification de Wilander aux dépens de José-Luis Clerc ne s'accomplit pas sans effort (ainsi qu'en témoigne la marque (7-5, 6-2, 1-6, 7-5) ni sans un tumulte de gala sur les balles de match.

La demi-finale entre Clerc et Wilander, le grand moment de la journée, avait commencé à midi devant des tribunes comblées et sous un soleil de plomb. Dès les échanges limitaires, on s'aperçut que Wilander n'avait en rien perdu de l'autorité qui lui avait permis d'éliminer Lendl puis Gerulaitis. Non seulement il soutenait la cadence du fond du court qui tentait de lui imposer Clerc, mais il variait ses répliques en n'hésitant pas à monter au filet pour terminer les points. Les jeux s'égalisaient à 4 partout puis à 5 partout. A ce moment, Clerc avait encore un moral de gagnant, conforté par sa victoire précédente sur McNamee. Ce fut néanmoins son cadet (Wilander a dix-sept ans, Clerc vingt-trois) qui le coiffa par 7-5 dans cette première manche qu'il eut le tort de laisser couler.

Au deuxième set, des échanges monotones reprirent, plongeant le public dans l'accablement. Mais Clerc commettait le plus de fautes et l'on sentait que, face à la certitude du jeune Suédois — qui, lui, ne se posait aucun problème, — il commençait à gambolier. Wilander enleva encore ce set, cette fois par 6-2. A la troisième manche, Clerc avait

toujours aussi calme et olympien. O prodige, le voilà qui remue dans le match : 2-5, 3-5, 4-5, 5 partout. Wilander est alors au service. Il aligne un jeu blanc 6-5. Clerc sert sans force — il n'aura pas réussi une ace — et de nouveau à 30-40 Wilander joue pour le match.

C'est alors qu'une balle définitive de Clerc sur la ligne de fond — qui paraît bonne à tous — est comptée fautive par l'arbitre : « Jeu, set et match, Wilander », annonce-t-il. Et il descend de sa chaise tandis que Clerc vient protester. L'arbitre de chaise n'est pas l'importe qui : c'est Jacques Dorfmann, le juge-arbitre du tournoi.

Sportivité

Cependant Wilander, avec une sportivité admirable, demande que le point soit réjoué. M. Dorfmann, chose jamais vue, remonte sur sa chaise. « Deux balles », annonce-t-il dans les rumeurs. Clerc reprend sa place au service. Wilander retourne. Un échange très bref. Et Clerc met sa balle dans le filet : 7-5 pour Wilander.

Cette fois c'est fini. Mais il reste une question troublante. La marque normalement aurait dû être rétablie à 40 partout puisque Wilander, loyalement, avait témoigné en faveur de Clerc. Celui-ci est un spécialiste des remontées spectaculaires. Il l'avait bien fait voir la semaine passée dans son match à l'arraché contre le jeune François Loic Courteau qui avait tenu quatre balles de match dans sa raquette. A 5-6 et égalité de points 40-40, José-Luis Clerc pouvait encore espérer voir se rétablir ces chances impalpables qui, pour une poussière blanche sur la brique pilée, créent le climat passionnel du tennis.

OLIVIER MERLIN.

À LA TÉLÉVISION

- Samedi 5 juin : TF 1, en direct de 13 h 50 à 18 heures, finale dames : M. Navratilova (E.-U.) c. A. Jaeger (E.-U.) ; résumé de 22 h 40 à 23 h 10.
- Dimanche 6 juin : TF 1, en direct de 14 heures à 18 heures, finale hommes.

LES RÉSULTATS

- SIMPLE MESSIEURS
- Demi-finales
- Wilander (Suède) b. Clerc (Arg.), 7-5, 6-2, 1-6, 7-5 ; Vilas (Arg.) b. Higueras (Esp.), 171, 6-1, 6-3, 7-6.
- DOUBLE MESSIEURS
- Demi-finales
- Gildemeister-Prajoux (Chili) b. Gunthardt-Taroczy (Suisse-Hongrie), 4-6, 6-2, 3-6, 6-4, 8-6.
- DOUBLE DAMES
- Demi-finales
- Navratilova-A. Smith (E.-U.) b. Horvath-Vernaaik (E.-U.-Afr. du Sud), 2-6, 6-2, 6-2 ; Casale-Turnbull (E.-U.-Aust.) b. Walsh-Piatek (E.-U.), 6-0, 2-6, 6-3.
- DOUBLE MIXTE
- Demi-finales
- Monteiro-Motta (Brésil) b. L. Romanov-Stewart (Roum. - E.-U.), 6-2, 6-4.
- JUNIORS GARÇONS
- Huitièmes de finale
- Courteau (Fr.) b. Maciel (Mex.), 5-7, 6-4, 6-1.
- Quarts de finale
- Courteau (Fr.) b. Sundström (Suède), 6-2, 6-3 ; Cash (Aust.) b. Erooli (Ital.), 6-2, 6-3 ; Benhabiles (Fr.) b. Canter (E.-U.), 6-4, 6-3 ; Jaité (Esp.) b. Forget (Fr.), 0-6, 6-4, 6-3.
- JUNIORS FILLES
- Quarts de finale
- M. Maleeva (Bulg.) b. S. Schmid (Suisse), 6-0, 6-0 ; S. Golea (Youg.) b. B. Herr (E.-U.), 3-6, 6-2, 9-7 ; E. Jones (G.-B.) b. L. Drescher (Suisse), 7-5, 6-4 ; P. Barg (E.-U.) b. E. Barnabe (Afr. du Sud), 7-6, 6-0.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérants : Jacques Feuvret, directeur de la publication, André Laurens.
Imprimerie de « Le Monde »
PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437.
ISSN : 0395-2037.

SPORTS

LE REPORTAGE VENTRE D'ARTISTE DE GRÉ A GRÉ

ET MARQUE PLASTIC 8 A

ABAS

INFORMATIONS « SERVICES »

SPORTS

LE SPORT DOIT TENIR UNE PLACE IMPORTANTE DANS LE NOUVEAU HUMANISME

de M. Mauroy à Font-Romeu

« J'ai la conviction que l'équipe de France se prépare à nous surprendre agréablement par de nouveaux exploits », a déclaré M. Pierre Mauroy, qui a rencontré le 4 juin à Font-Romeu les dirigeants de la Fédération française de football (FFF), la sélection nationale préparant la Coupe du monde. Toutefois, le premier ministre ne s'est pas contenté d'encourager les joueurs et de féliciter la FFF : « une institution exemplaire qui est parvenue à élever le nombre de ses pratiquants à 1,5 million pour 21 000 clubs ». Il a saisi l'occasion pour que la cinquantenaire anniversaire de l'Union des professionnels, mais aussi l'Union des éducateurs, éducateurs et pratiquants, à un effort de rigueur et de transparence comme l'a d'ailleurs souhaité la Ligue nationale du football en dénotant récemment la pratique des caisses noires par les clubs.

Elargissant ensuite son propos à l'ensemble des problèmes sportifs, M. Mauroy a souhaité que le colloque « Le sport, l'homme et la compétition » (le Monde du 4 juin), qui s'est tenu à la veille au lycée olympique de la station, permette de « déterminer les conditions d'un nouveau humanisme où le sport devrait tenir une place essentielle, pourvu qu'il s'écarte de la mesure et des excès ». A ce propos, la future loi sur le sport, qui devra reconnaître l'indépendance du mouvement sportif et clarifier ses relations avec les pouvoirs publics, aura pour orientations principales une « coopération étroite » entre les ministères de l'Éducation nationale et des sports, « parce que c'est à l'école que doit être donné, à tous les jeunes Français, le goût d'une pratique sportive indispensable à leur culture, à leur éducation et à leur équilibre ». Toutefois, afin d'assurer l'épanouissement de cette jeunesse, « il convient d'éviter que les jeunes, qui ambitionnent légitimement une carrière sportive de haut niveau, sans pour autant sacrifier leur avenir professionnel, se voient plaqués devant un choix toujours mutilant ». L'insertion sociale des sportifs sera donc une priorité pour M. Mauroy, car « c'est une unité de justice sociale à l'égard de ceux qui ont souvent accepté bien des sacrifices pour assurer, au plan de la performance sportive, le rayonnement du pays ».

ATHLETISME. — Le Soviétique Sergei Litvinov, vice-champion olympique à Moscou a amélioré le 4 juin de plus de 2 mètres le record du monde du lancer du marteau, qui était détenu par son compatriote Yuri Sedykh depuis 1980 avec 81,80 m réalisés en finale olympique. Athlète puissant de 1,80 m pour 90 kg, Litvinov, âgé de vingt-quatre ans, a propulsé l'engin à 83,98 m avec sa difficile technique de lancer en quatre tours.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 05.06.82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 5 juin à 0 heure et le dimanche 6 juin à 24 heures :

La France se maintiendra en marge orientale du système dépressionnaire atlantique et l'activité orageuse sera temporairement affaiblie.

Dimanche, de la Bretagne aux Pyrénées et à l'Aquitaine, le temps sera très brumeux le matin ; on observera de fréquents brouillards, parfois épais, et de faibles pluies, parfois de brèves éclaircies se développant, sauf sur la Bretagne, où de petites pluies sont possibles en soirée.

Des brises de la Savoie, des pluies et des orages se produiront en début de journée, puis une amélioration se développera l'après-midi, avant de nouveaux orages en soirée.

VENTES PRIX RECORDS POUR LIVRES ILLUSTRÉS

Paris reste la capitale de la bibliophilie comme l'a démontré avec éclat la vente de livres illustrés modernes organisée à l'hôtel George-V le 4 juin sous le martelage de M. Jacques Tajan (de l'étude Aders-Picard-Tajan).

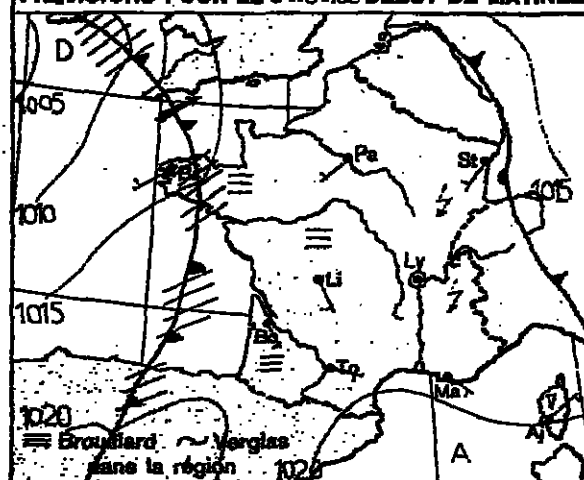
Un remarquable catalogue de MM. Blaizot et Gautrot présentait des œuvres classiques et modernes illustrées par les plus grands peintres contemporains, sous de somptueuses reliures de Pierre Legrain, Marius Michel et Paul Bonet.

Des bibliophiles passionnés, français et étrangers, ont provoqué de véritables enchères, très au-dessus des estimations : 97 000 F pour une œuvre d'Apollinaire illustrée de bois originaux de Georges Braque ; 125 000 F pour un Lantiermont vu par Dalí ; 200 000 F pour *Bubu de Montmartre*, avec des eaux-fortes de Dumoyet de Segonzac ; 480 000 F pour un Buffon accompagné d'eaux-fortes de Picasso, et 710 000 F pour les poésies de Mallarmé illustrées par Henri Matisse et « habillées » par un maroquin de Paul Bonet.

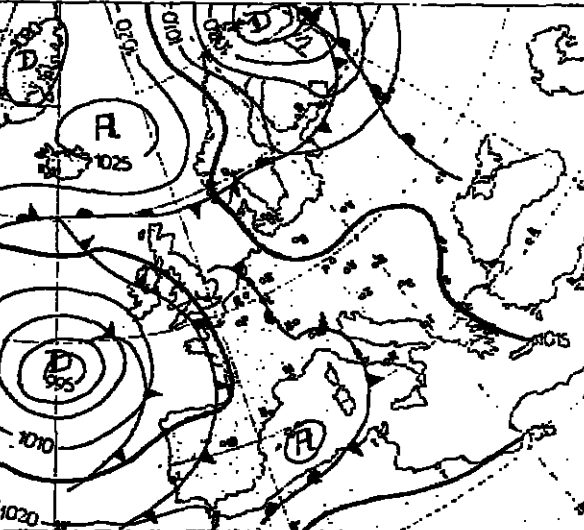
Les prix les plus forts pour ces œuvres d'art, qui sont aussi des valeurs refuges, ont été atteints lorsqu'à l'intérieur du texte s'ajoutaient la notoriété de l'illustrateur et la réussite de la reliure.

GERSAINT.

PRÉVISIONS POUR LE 06.06.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 6 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



l'après-midi, avant de nouveaux orages en soirée.

Sur le reste du pays, les périodes d'insolation prédomineront et il fera relativement chaud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 5 juin à 7 heures de 1 019,8 millibars, soit 764,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 juin ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5 juin) : Ajaccio, 27 et 19 degrés ; Biarritz, 22 et 15 ; Bordeaux, 24 et 14 ; Bourges, 27 et 14 ; Brest, 18 et 14 ; Caen, 28 et 16 ; Charbourg, 25 et 12 ; Clermont-Ferrand, 26 et 11 ; Dijon, 26 et 14 ; Grenoble, 26 et 13 ; Lille, 28 et 18 ; Lyon, 27 et 13 ; Marseille-Marianne, 28 et 18 ; Nantes, 28 et 16 ; Nancy, 23 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 20 ; Paris-La

Bourges, 27 et 17 ; Pau, 23 et 13 ; Perpignan, 22 et 15 ; Rennes, 23 et 15 ; Strasbourg, 30 et 17 ; Tours, 25 et 15 ; Toulouse, 30 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 17 degrés ; Amsterdam, 25 et 14 ; Athènes, 25 et 17 ; Berlin, 32 et 19 ; Bonn, 31 et 16 ; Bruxelles, 28 et 17 ; Le Caire, 29 et 22 ; Les Canaries, 23 et 16 ; Copenhague, 28 et 14 ; Dakar, 28 et 22 ; Djibouti, 32 et 21 ; Genève, 26 et 15 ; Jérusalem, 23 et 12 ; Lisbonne, 22 et 11 ; Londres, 29 et 17 ; Luxembourg, 29 et 15 ; Madrid, 24 et 11 ; Moscou, 25 et 10 ; Nairobi, 25 et 14 ; New-York, 16 et 14 ; Palma-de-Majorque, 26 et 13 ; Rome, 29 et 16 ; Stockholm, 28 et 17 ; Tunis, 29 et 19 ; Tzoune, 32 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3204

HORIZONTALEMENT

I. Peut être rendu malade par ce qui est trop gras et salé. Points de suspension. — II. Impossible à réaliser. Se mouille. — III. Élément d'une frange. Opération postale. Des caractères d'autrefois. — IV. Qui peut s'accrocher. Crache en fumant. — V. Princesse étrangère. Un impératif qui vaut mieux que deux futurs. N'est pas un agrément à Londres. — VI. Ne représente qu'un petit effort. Dynastie royale de Chine. Se déplace sur une nappe. — VII. Ville de Catalogne. Ne conserve pas. Comme des toiles qu'on n'expose pas à salon. — VIII. Très utile pour éviter que le jus se répande. Matière dont on peut faire des ponts. — IX. Trop tôt pour celui qui veut se découvrir. Un vrai parasite. Préposition. — X. Un cri à Marseille. En fumant beaucoup. — XI. Peut donner une indication sur notre âge. Dans sa tête, il y a beaucoup de poèmes. — XII. Sur une côte bretonne. Avec tout. On y trouve de la vigne. Note. — XIII. Ville industrielle. Deux points opposés. Joints pour jouer. — XIV. Longue la frontière des Pays-Bas. Roi de Thèbes. Département. — XV. Fleuve côtier. Couture dans un tissu précieux.

VERTICALEMENT

I. Manger comme un oiseau. Peut-être provoquée par des coups dans les fesses. — 2. Qui n'aura pas une grande portée. Une école, en Italie. — 3. Batre comme un perroquet. Un récipient qu'on réserve parfois pour les « noirs ». — 4. Fin de bail. Conjonction. Peut être considéré comme l'ancêtre du gorille. — 5. Gamini de Paris. On y trouve un pont gothique. — 6. Peut se faire par la bouche. Est tapissée de cristaux. — 7. Ne sont jamais prises par ceux qui attendent. La fin de tout. — 8. Symbole pour un métal mou. Deuxième d'une série. Doit avoir de solides mâchoires. Blanchit quand il est étendu. — 9. Adresse aux Romains des paroles peu charitables. Anecdote. Dans l'alternative. — 10. Peut fuir l'oiseau sur la branche. Vidé quand on se met à table. Il. Une œuvre de génie. — 11. Sur la Saale. Romains pour un Charles. Ote de la valeur au tableau. — 12.

PARIS EN VISITES

MARDI 8 JUIN

• Manufacture des Gobelins. 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, Mme Hulot.

• Hôtel des monnaies. 15 heures, 11, quai de Conti, Mlle Garnier-Alberg.

• Hôtel de Lauzun. 15 heures, 17, quai d'Anjou, Mme Saint-Giron.

• Musée Carnavalet. 15 heures, 23, rue de Sévigné, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

• La grande mosquée. 15 heures, place du Puits-de-l'Ermitte (Approche de l'art).

• Cristallerie de Baccarat. 15 heures, 30 bis, rue de Paradis (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

• Palais de justice. 15 heures, métro Cité, M. P.-Y. Jaslet.

• Le Marais. 21 heures, métro Saint-Paul (Lutèce-visites).

• De la place Maubert à la rue du Chat-qui-pêche. 15 heures, 49, boulevard Saint-Germain (Paris et son histoire).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Le Marais. 14 h 30, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

• Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

20 h 30 : Centre Esta, 19, rue de l'Amiral-d'Estaing, Mme M.-J. Lamothe et M. A. Vetter : « Ladakh : terre de sauvegarde du bouddhisme tibétain ».

20 h 45 : Centre Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V. — New-York - Los Angeles (Projection).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 5 juin :

DES DÉCRETS

• Modifiant le décret relatif aux prêts à moyen terme du Crédit agricole mutuel et le décret relatif aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs.

• Relatif à l'octroi d'une indemnité différentielle à certains techniciens d'études et de travaux de l'aviation civile et de la météorologie.

HANDICAPÉS

RÉADAPT 82. — Le Salon Réadapt 82 — une manifestation commerciale organisée par les constructeurs d'appareillages pour handicapés — a lieu pour la sixième fois, du 5 au 9 juin, au Parc Floral de Vincennes, sous l'égide du Comité national d'aide à la réadaptation. A l'issue de chaque Salon, un prix récompense « la meilleure initiative en faveur des handicapés ». Ce prix avait été remis en 1975, en 1977, en 1979 et en 1981 à l'Institut national de l'audiovisuel et à divers ministères.

STAGES

TRANSHUMANCE EN LANGUEDOC. — La direction régionale Temps libre, jeunesse et sports du Languedoc-Roussillon organise un stage « transhumance ovine en Languedoc » du 14 au 20 juin, dans le Gard ; participation financière : 600 francs.

* 280, avenue du Père-Soules, 34064 Montpellier Cedex.

LOTTO TIRAGE N° 22 DU 3 JUIN 1982

20	24	32	35	44	45
NUMERO COMPLEMENTAIRE 43					

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	5 2 371 815,50 F
5 BONS NUMEROS + NUMERO COMPLEMENTAIRE	41 144 622,80 F
5 BONS NUMEROS	1 223 14 545,00 F
4 BONS NUMEROS	91 062 195,30 F
3 BONS NUMEROS	2 027 397 12,60 F

PROCHAIN TIRAGE LE 9 JUIN 1982

VALIDATION JUSQU'AU 8 JUIN 1982 APRES-MIDI

TRÈS IMPORTANTE VENTE EN FAILLITE DE GRÉ À GRÉ

N.V. MAHIEU PLASTICS S.A.

Tilidonstraatweg 771, 3020 Herent, BELGIË

La vente de gré à gré a lieu sur l'ordre de Maître G. Halsband de Louvain, syndic de faillite, pendant le mois de juin 1982.

Visite des installations uniquement sur rendez-vous avec Verenigde Makelaarskantoren J. Abas N.V., Grensbeeklaan 1, 2510 Morsel (près d'Amsterdam), tél. (031) 47.21.77 - 47.33.74, télex 71129 Abas N.V.

Font partie de l'équipement :

4 extrudeuses KUHNE 58F 400 • 1 idem KIEFEL ROTEX 40A • 1 idem BAUFELD/KUHNE 3. 70 • 2 machines à gâcher LATZ • 1 préformeuse COLPITT • 2 onduleuses BREDA PACKAGING 1069 700 mm • 2 idem J062 • 1 idem GA-4-GARBY 1200 mm • 1 idem SCAE-DILOGIC 115 60/69 (sacs sur bloc) • 1 idem STIEGLER pour sacs à poignée • 1 idem SCAE 850 mm (double enroulement) • 1 idem RENKA 1200 mm • 1 soudeuse-perforeuse de sacs SRA 1600 mm (archibables sur rouleau) • 1 soudeuse-fermeuse de sacs NORPACK • 1 onduleuse PRINTEX 860 mm • 2 idem 800 mm • 1 idem 750 mm • 1 idem 720 mm • 1 idem SCAE 800 mm.

1 imprimante 4-couleurs PAVEMA largeur 650 mm • 1 idem 5-couleurs largeur 1000 mm • 1 idem 4-couleurs PRINTEX largeur 700 mm.

Ainsi que :

2 compresseurs à cylindre SEMAL • dépoussiéreur industriel NILPISK • bureau de direction complet • 2 buscules • matériel de transport interne etc. etc.

Informations et prise de rendez-vous :

Verenigde Makelaarskantoren J. Abas N.V. (M. Verhoeven), Grensbeeklaan 1, 2510 Morsel (près d'Amsterdam), tél. (031) 49.21.77 - 49.33.74, télex 71129 Abas N.V.

ou :

Verenigde Makelaarskantoren J. Abas B.V., Volpelenlaan 19, Postbus 150, 6800 AD Arnhem, Pays-Bas, tél. (085) 42.13.84 - 42.13.85, télex 45536 Abas NL.

ABAS

FORUM FORMATION CONTINUE 82

du 23 au 27 juin 1982

Porte de Versailles, bâtiment 7, (Palais Sud), 3^e niveau

organisé par le Journal de la Formation Continue

bimensuel spécialisé sur les problèmes de Formation Continue, paraissant depuis 10 ans

UNE EXPOSITION

Seront présents au Forum Formation Continue 82 des organismes de formation privés ou publics, des éditeurs, des réalisateurs de diadactes, des constructeurs de matériels audiovisuels et informatiques pour la formation.

UN COLLOQUE

Les jeudi 24 et vendredi 25 juin 1982 de 9 h à 18 h - Les outils de formation sur le thème : « Micro-informatique, enseignement assisté par ordinateurs (EAO), audio-visuel, télématique et formation continue ».

1^{re} JOURNÉE

• Micro-ordinateur et objet technique motivant en formation continue • Typologie des moyens pédagogiques • Les fonctionnalités d'un système d'EAO • Analyse comparative des systèmes d'EAO • Table ronde « la production des diadactes ».

2^e JOURNÉE

• Transposition en test audiovisuel traité par micro-ordinateur des tests classiques • Réflexions sur l'EAO • Concevoir un message audiovisuel • Apport de la télématique à la formation • Une expérience l'EAO • Synthèse des journées.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

à adresser au Journal de la Formation Continue 2, rue d'Amsterdam, 75009 PARIS. Tél. 281.54.27.

Organisme : _____ Adresse : _____ A l'attention de M. Mme, Mlle : _____

☐ Souhaite des renseignements sur le Colloque. ☐ Désire une invitation pour visiter le Forum Formation Continue 82.

GUY BROUTY.

L'AVENIR DE LA ZONE PACIFIQUE

هكذا من الأصل

150 من الال

SOCIAL

A GENEVE

L'assemblée plénière de la Conférence internationale du travail va examiner la situation syndicale en Pologne

A Genève, tandis que la conférence internationale du travail examine la situation en Pologne, le conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT) a élu son président pour l'année 1982-1983. M. Mitterrand, directeur général de l'OIT, a été élu pour une durée de deux ans.

De notre envoyée spéciale

M. Mitterrand s'est affirmé ardent défenseur des libertés, mais, contrairement à ce qu'avait annoncé son entourage, il n'a pas cité le nom de ce pays. Cette décision est-elle l'expression de la sagesse, qui borne toute volonté de provocation ? Ou serait-elle un pas en arrière, justifié par des raisons techniques ou internationales ? Pour l'OIT, M. Mitterrand avait écrit le 5 mars à M. Blazchard que la France déposerait plainte si la Pologne ne se conformait pas à ses engagements pris au cours des conventions du B.I.T. concernant les droits syndicaux.

L'Afrique du Sud, qui n'a pas supporté la condamnation de l'apartheid ? Le processus engagé suit en tout cas son cours. Après l'examen du problème polonais par le comité de la liberté syndicale et l'adoption du rapport de M. Valtesio par le conseil d'administration (où les Soviétiques ont esquivé en demandant un texte de s'y opposer), la commission d'application des normes est saisie de l'affaire. Elle viendra en séance publique à la mi-juin, indépendamment de la relance qui pourrait résulter de la venue de Jean-Paul II à Genève.

Cela dit, les atteintes aux droits des travailleurs ne touchent pas les seuls Polonais. M. Vaitesio (France), dans son rapport, a signalé que le comité de la liberté syndicale, qui se réunit tous les trois mois, avait été saisi du chiffre record de cent douze cas en mars. Nombre de délégués, notamment ceux du tiers-monde, gardent leur sang-froid devant les implications politiques de la situation en Pologne. Ils seront sans doute plus sensibilisés par le projet de résolution concernant la célébration d'une journée de solidarité avec les travailleurs et le peuple de Palestine, du Golfe et des autres territoires occupés. Il a été déposé par l'Algérie et seize autres pays arabes, auxquels s'est joint le Mali. Comme chaque année, ces gouvernements ne manquent pas de mettre à profit la tribune de l'O.I.T. pour combattre Israël, bien que cette fois la rédaction du texte ne prenne pas d'allure d'escalade.

UN MORT ET CINQ BLESSÉS DANS L'EXPLOSION D'UNE COULÉE D'ACIER A USINOR-DUNKERQUE

L'explosion d'une poche contenant 22 tonnes d'acier en fusion à l'aciérie n° 2 d'Usinor-Dunkerque, vendredi soir, 4 juin, vers 21 h 15, a provoqué des projections qui ont tué cinq ouvriers. M. François Rousson, 33 ans, est mort au cours de son transport à l'hôpital. Deux autres ouvriers ont été grièvement blessés, un autre très grièvement. La C.G.T. a rappelé dans un communiqué que cette explosion était intervenue pour dénoncer les anomalies de protection sur les machines.

Signature de contrats de solidarité à la SNECMA. M. Herpin, ministre de la défense, et les directeurs de la SNECMA et ses filiales ont signé jeudi 3 juin quatre contrats de solidarité, qui permettront de libérer près de deux mille quatre cents emplois dans les trois mois qui viennent.

INAUGURATION DU NOUVEAU SIÈGE DE LA C.G.T. A MONTREUIL

M. Séguin, secrétaire général de la C.G.T., a inauguré vendredi 4 juin le nouveau siège de la C.G.T., complexe à l'architecture audacieuse, fait de briques, de verre et de béton.

Situé à la porte de Montreuil, le nouveau siège — neuf étages, 70 000 mètres carrés — va regrouper les bureaux de la confédération et de prèsiquement toutes les fédérations de la centrale. A cette occasion, de nombreuses personnalités gouvernementales et politiques ont été présentes. Pour le parti communiste, M. Marchais, M. Lajoinie, président du groupe à l'Assemblée nationale, M. Lenoir, directeur de l'Éducation nationale, M. Debarge, secrétaire national aux relations extérieures, Mme Jeannette Lach, conseillère sociale à l'Élysée, représentant le président de la République, et M. Bernard Brunhes, conseiller social à Matignon.

F.O. portera plainte si...

Pour sa part, M. Marc Blondel (F.O.), ancien représentant des travailleurs français à l'O.I.T., déclarait ce 3 juin que, si Paris n'agissait pas, il avait la ferme intention (à 90 % de chances) de porter plainte. « Nous trahissons, dit-il, si l'O.I.T. se tait ».

La C.G.T. et la C.F.D.T. sont hostiles à cette initiative. Le premier d'entre eux s'exprime en tous points du discours de M. Mitterrand. La seconde aussi, bien qu'un peu déçue, semble-t-il, au sujet de la Pologne. Pour l'heure, les ambigüités de l'attitude des autorités polonaises donnent matière à réflexion. Certes, elles ont accepté de recevoir M. Vaitesio (France), qui, entre autres représentants syndicaux, a rencontré, non sans difficulté, M. Walesa le 14 mai. Son rapport suggère des mesures qui pourraient contribuer à la réconciliation nationale : abolition de la loi martiale, libération progressive des internés (il en resteraient deux mille, auxquels s'ajoutent les prisonniers arrêtés en mai dernier), négociation au niveau national avec tous les syndicats sans exception. M. Walesa étant prêt à un congrès. De leur côté, les dirigeants de Varsovie ont assuré qu'ils préparaient un retour à la normalisation, non sans prévenir qu'un cas d'« épidémie massive » de délégués polonais pourrait quitter la conférence et même l'O.I.T.

Selon certaines informations en provenance de l'O.N.U., les Soviétiques et leurs alliés auraient l'intention d'en faire autant. Quelle est en la circonstance la part d'une campagne d'intimidation ? Au B.I.T. et au palais des Nations, on fait observer que la conférence de l'O.I.T. n'est pas un tribunal et qu'en se retirant, alors qu'il est lié par la convention, le gouvernement polonais se priverait de toute justification. Certes, ses amis font observer que les États-Unis ont quitté l'O.I.T. pendant trois années, invoquant l'absence de participation de ses débats. Mais, dans le cas présent, comme le leur a fait observer M. Blanchard, les autorités polonaises ne s'isoleraient-elles pas plutôt à

FAITS ET PROJETS

SÈTE PORTE DU MOYEN-ORIENT.

« Sète est un port qui réussit », a déclaré le 3 juin, M. Louis R. Pense, ministre de la mer, après avoir visité les travaux d'extension des bassins de ce port. « Grâce à l'investissement de l'État, le port de Sète a effectué une percée remarquable sur un marché prometteur jusqu'ici saturé, par exemple, par le trafic des céréales régulier d'une vingtaine de ports du Levant, de la mer Rouge et du golfe Persique. Le trafic de Sète a augmenté de 10 % en 1981, et les installations de 1982 et 1984 pour moderniser encore les installations.

Abordant les problèmes de la pêche, le ministre de la mer a donné aux professionnels des assurances pour l'écoulement de leurs produits (essentiellement la sardine). Il a annoncé que l'État subventionnera la construction d'une unité de congélation à Sète et encouragera, au chapitre de l'aquaculture, l'élevage des loupes (ou lamproies) et la culture des moules.

LE COURRIER « A DEUX VITESSES » EN QUESTION.

Le système d'acheminement du courrier à deux vitesses fait actuellement l'objet d'un examen de la part des services des P.T.T. a déclaré M. Louis Mondonjean le 3 juin à France-Inter.

Le ministre des P.T.T. a remarqué que les différences de rapidité de distribution et de tarifs entre deux régimes s'accentuaient de plus en plus. Il a affirmé que le tarif normal sera abaissé le lendemain de leur dépôt, et 80 % des plus non urgents arriveront le surlendemain, a-t-il affirmé. Et la différence de coût des timbres est devenue peu à peu moins sélective : le timbre du pli « rapide » valait 30 % de plus que celui du régime normal. La création du système des deux vitesses, en 1978, il ne faut plus aujourd'hui que 12,5 % de plus. Ainsi, les plus non urgents ne sont-ils plus que 2 milliards chaque année, sur un tarif total de 14 milliards de lettres.

Le retour au régime unique poserait toutefois des problèmes d'organisation du travail dans les centres de tri et, par voie de conséquence, des problèmes sociaux, car il supposerait un recours intensif au travail de nuit, à moins d'accroître à l'extrême les envois des usagers industriels et commerciaux, qui représentent 80 % du volume du courrier traité par les P.T.T.

PRÉCISIONS. — Le maintien du partenariat dans les conseils d'administration — selon le projet de loi — concerne l'ACOS (travaux) et l'USISAP (recouvrement des cotisations) et non pas l'UCANSS (direction du personnel) comme il était indiqué dans le Monde du 3 juin.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DÉNONCIATION DE CAUTION

Par suite de dénonciation de caution, l'ASCOBART (association pour la caution par les banques et les assurances des entreprises de travail temporaire, 24, rue Verne, 75006 Paris) — fait savoir que la garantie confiée depuis le 29 janvier 1982 par la Compagnie des Assurances du Crédit à Compagnie, pour la caution de la société Unirad Bâtiment Industrie — 24, rue de Paradis, 75010 Paris — est, au profit d'un tiers de la société sociale et des institutions sociales, et d'autre part, au profit des salariés temporaires, prendra fin dans un délai de deux jours, suivant la présente publication.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION
BUREAU DES MARCHÉS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé en vue de l'acquisition du matériel consistant par les besoins suivants destinés à l'exploitation des infrastructures d'irrigation et de drainage.

- LOT N° 1 : Pelles excavatrices sur pneus.
- LOT N° 2 : Pelles excavatrices sur chenilles.
- LOT N° 3 : Pelles chargeuses et rétro-excavatrices sur pneus.
- LOT N° 4 : Bulldozers.
- LOT N° 5 : Compresseurs de chantiers et moteurs électriques.
- LOT N° 6 : Groupes de sondage de chantiers.
- LOT N° 7 : Charriots élévateurs.
- LOT N° 8 : Pompes à eau.
- LOT N° 9 : Tracteurs automobiles.

La date limite de remise des offres est fixée à 45 jours à dater de la première parution du présent avis.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges, moyennant la somme de deux cents dinars (200 DA), au ministère de l'Hydraulique, Direction générale de l'Administration, Bureau des marchés, Kouba, Alger.

Il ne sera répondu à aucune demande d'envoi du cahier des charges par courrier.

Les offres pour partie, ou plusieurs lots, seront établies conformément aux stipulations du cahier des charges et devront parvenir sous double enveloppe, fermée et scellée. L'enveloppe extérieure ne portant que les mentions « Appel d'offres national et international n° DG/7/82 ». Ne pas ouvrir. Ministère de l'Hydraulique, Bureau des marchés, Kouba, Alger.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date de remise de l'offre.

TROP DE CHIENS, TROP DE CHATS ?

L'augmentation du nombre de chiens et de chats est devenue inquiétante en France : elle s'élève, selon les statistiques de l'Insee, à 10 millions de chiens et de chats, dont 5 millions de chiens et 5 millions de chats. Ce chiffre est en constante augmentation, et il est difficile de prévoir la date à laquelle le nombre de chiens et de chats dépassera celui de la population humaine.

Mme Cresson précise qu'il a été créé au sein de son ministère un « groupe de réflexion pour l'étude de l'animal en milieu urbain », et indique qu'à son avis la réglementation semble aujourd'hui « insuffisante et inadéquate ». La généralisation du tatouage à tous les animaux de compagnie a, ne lui paraît pas, actuellement envisageable pour des raisons techniques et financières.

« Un aspect important de la lutte contre la prolifération des animaux de compagnie, et surtout des chiens, souligne le ministre de l'Agriculture, passe par une éducation et une information aussi large que possible du public, afin de lui faire prendre conscience des devoirs et des responsabilités que doit assumer chaque propriétaire d'animal. »

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE
DIRECTION GÉNÉRALE
DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES

AVIS DE PRÉQUALIFICATION NATIONAL ET INTERNATIONAL

Le ministère de l'Hydraulique lance un avis de préqualification national et international pour la réalisation de quatre (4) périmètres d'irrigation situés dans le Nord de l'Algérie. Ces périmètres sont les suivants :

- Périmètre de la Mina : 17 000 ha (irrigation gravitaire) ;
- Périmètre de la Mitidja : 25 000 ha (irrigation par aspersion) ;
- Périmètre de Saf-Saf : 6 000 ha (irrigation par aspersion) ;
- Périmètre de Oued Khrouf : 4 000 ha (irrigation par aspersion).

Les travaux consistent en :

- Construction de barrage de dérivation ;
- Construction de 4 adductions importantes (2 m³/s au total) ;
- Réalisation de stations de pompage et de réservoirs ;
- Réalisation de réseaux de distribution ;
- Réalisation de réseaux d'assainissement, de drainage et de puits ;
- Fourniture de matériel mobile d'irrigation ;
- Réalisation des infrastructures et d'équipements d'exploitation du périmètre (ateliers, locaux administratifs, habitations...).

Les entreprises intéressées par l'ensemble ou par une des parties des travaux décrits ci-dessus sont invitées à retirer ou à demander les dossiers de préqualification au ministère de l'Hydraulique — Direction générale des infrastructures hydrauliques — 3, rue Mohamed-ALLILAT - Kouba. Tél. : 58-95-00, poste 430 - Téléc. 52 516 MHYD, dès la parution du présent avis.

Les offres de candidatures doivent être déposées trente jours (30) au plus tard à compter de la parution du présent avis dans la presse nationale.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE
DIRECTION GÉNÉRALE
DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Le Ministère de l'Hydraulique lance un Appel d'offres national et international pour la surveillance et le contrôle des travaux de création des quatre (4) périmètres d'irrigation suivants :

- Mina 17.000 ha
- Mitidja 25.000 ha
- Saf-Saf 6.000 ha
- Oued Khrouf 4.000 ha

Chacun de ces périmètres correspond à un lot de prestations.

Les Bureaux d'études intéressés par un ou plusieurs lots sont invités à retirer les dossiers d'Appel d'offres au

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE
Direction Générale des Infrastructures hydrauliques
3, rue Mohamed ALLILAT - KOUBA
Tél. 58-95-00 - Téléc. n° 52 516 MHYD
Les offres doivent être déposées au plus tard soixante (60) jour après parution du présent dans la presse.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE
ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

SOUS-DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 18/82 « SDMC »

Une avis d'Appel d'offres international est lancé en vue de la fourniture et l'équipement de divers matériel concernant les lots suivants :

- LOT N° 1 : Équipement de cuisine, froid, buanderie.
- LOT N° 2 : Équipement de laboratoire (photo).
- LOT N° 3 : Équipement divers (salon barbière).

Les cahiers des charges peuvent être retirés au siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement universitaire, 1, rue Bab el Bhar - Alger (ALGÈRE).

Les offres, accompagnées de pièces réglementaires, devront être adressées sous double enveloppe scellée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, la mention A.O.I. N° 18/82 « SDMC » Fourniture et Équipement de divers matériel de la Cité universitaire N° 1 de Blida. « Soumissionnaire ne pas ouvrir ».

Conformément à la circulaire n° 221 DG-CI-DMP du 4 mai 1981 du Ministère du Commerce, les offres doivent être obligatoirement accompagnées des documents suivants :

- a) Le statut de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires ou associés.
- b) La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social.
- c) La liste des principaux actionnaires de l'entreprise.
- d) Les bilans des deux (2) dernières années.
- e) L'attestation de non-recours à des intermédiaires, conformément à l'article 15 de la loi n° 78/02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.
- f) La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.

La date limite de réception des offres est fixée à soixante (60) jours à compter de la date de parution du présent avis dans la presse nationale.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date de clôture du présent avis.

Il est rappelé que le présent avis exclut les regroupements, représentants de firmes, courtiers et autres intermédiaires dont l'intervention est prohibée par la loi n° 78/02 du 11 février 1978 relative au monopole de l'État sur le commerce extérieur.

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euro-marché

Malaise général

Le marché international des capitaux ne s'est jamais montré aussi incertain cette année, et cela dans presque tous les secteurs et en toutes devises. Quels que soient les engagements pris par le président Reagan à Versailles, les eurobanquiers, tout comme leurs collègues américains, craignent que les durs réajustements de la réalité contraignent les taux d'intérêt à demeurer élevés outre-Atlantique. Même si, sous l'effet de la bonne volonté présidentielle, les taux à court terme parviennent provisoirement à se détendre pour ramener, par exemple, les 12 1/2 % actuels à 10 1/2-11 % au milieu de l'été, les rendements sur les bons à quatre-vingt-dix jours du Trésor américain, les besoins en financements nouveaux du gouvernement fédéral destinés à couvrir un déficit budgétaire dont, du reste, on ne perçoit pas très bien les limites, sont tels qu'ils sont condamnés à exercer une pression en hausse sur les taux d'intérêt.

Dans ce contexte, l'emprunt de 750 millions de dollars du gouvernement du Canada, annoncé cette semaine qui est le plus grand à avoir jamais été lancé sur le marché euro-obligataire, a reçu un accueil réservé bien qu'il s'agisse d'une première de la part du débiteur. L'euro-émission d'une durée de cinq ans a été offerte au pair avec un coupon annuel de 14,375 %. Vendredi elle traitait aux environs de 98-98,375 et on pouvait apparemment trouver à ce cours tout le papier voulu. Le gouvernement canadien n'avait, à ce jour, jamais abordé le secteur des euro-émissions libellées en dollars américains. Il s'y est cette fois résigné afin de regonfler des réserves de change mises à mal par un soutien coûteux apporté à la devise à la fin de l'été. Vendredi elle traitait aux environs de 98-98,375 et on pouvait apparemment trouver à ce cours tout le papier voulu. Le gouvernement canadien n'avait, à ce jour, jamais abordé le secteur des euro-émissions libellées en dollars américains. Il s'y est cette fois résigné afin de regonfler des réserves de change mises à mal par un soutien coûteux apporté à la devise à la fin de l'été.

Habitué du marché américain des capitaux où il bénéficie d'une position privilégiée par rapport aux autres débiteurs étrangers, le Canada n'avait jamais euro-emprunté à taux fixe en dollars. Le volume très important de sa présente opération, alors que le marché euro-obligataire s'interroge une fois de plus avec inquiétude sur l'évolution des taux d'intérêt, a fait l'effet d'un pavé dans la mare. L'emprunt canadien a non seulement été accueilli avec réserve, mais il a littéralement frigorifié le marché primaire dans son ensemble : les emprunteurs qui auraient encore tendance à affronter

ce climat incertain se sont empressés de rentrer dans leur coquille.

L'allemande Bayer A.G. qui, quelques heures plus tôt, avait décidé de lancer au pair un emprunt de 150 millions de dollars d'euro-obligations d'une durée de cinq ans, doit s'en mordre les doigts. L'émission proposée avec un coupon annuel de seulement 10,50 % est dotée de warrants. Trois sont attachés à chaque euro-obligation, donnant ainsi aux porteurs la possibilité d'acquiescer des actions Bayer à un prix unitaire de 121 deutschemarks. Ce genre d'exercice qui revient à acheter avec des dollars d'aujourd'hui des deutschemarks de demain, ne peut être guère profitable à l'emprunteur. En effet, si la devise américaine reste forte sur les marchés des changes, le coût en sera d'autant plus important pour le débiteur, alors que si c'est le deutschemark qui se renforce, les exportations de Bayer ne manqueront pas d'en souffrir.

De toute manière, le coupon par trop squelettique n'a guère de chance de susciter l'intérêt des investisseurs. Bien que le « marché gris » n'affiche aucun prix pour l'émission Bayer, celle-ci se traite sur la base d'une décote de 2,125-1,875, ce qui montre le peu d'intérêt que le marché lui porte.

Devant la difficulté de lever des dollars à taux fixe, de nombreux emprunteurs se sont retournés vers les émissions à taux d'intérêt variable. D'habitude, lorsqu'un secteur du marché euro-obligataire est hésitant, le flambeau est repris par un autre. Cette fois-ci, il semble que, quel que soit celui vers lequel on se tourne, la morosité est la même, les investisseurs ne sachant plus à quels taux d'intérêt se vouer. D'un côté il paraît impossible que les taux puissent se maintenir au niveau actuel, trop élevé, puisqu'ils rendent les investissements impossibles et donc empêchent la reprise économique impatiemment attendue partout dans le monde. D'autre part, l'ampleur du déficit budgétaire américain et l'impossibilité d'un compromis sur ce point avant les élections de novembre prochain, engendrent le scepticisme sur l'éventualité d'une détente durable de ces taux.

Le Crédit lyonnais, un emprunteur dont la renommée n'est plus à faire sur la scène internationale, aurait en d'autres temps placé en l'espace d'une journée l'euro-émission à taux variables de 300 millions de dollars qu'il a lancée cette semaine. Les euro-obligations d'une durée de douze ans sont offertes au pair et porteront un intérêt semestriel qui sera l'addition d'une marge de

0,25 % au taux interbancaire proposé à Londres sur les dépôts en eurodollars à six mois (Libor). En outre, les porteurs pourront, s'ils en expriment le désir, demander le remboursement anticipé au pair de leurs titres en juillet 1989. Le tout est accompagné d'une commission de 0,85 %. Tous les éléments sont donc réunis pour enlever l'adhésion rapide des investisseurs. Or ceux-ci ne se sont pas précipités pour acquiescer un excellent papier doté de termes alléchants. Comprendons-nous : l'emprunt du Crédit lyonnais, est bien reçu et sera placé sans difficultés, mais il aurait été presque instantanément souscrit. Vendredi le « marché gris » indiquait une décote de 0,80-0,65 pour les obligations du Crédit lyonnais.

En revanche, les conditions offertes par le Crédit du Nord qui, pour sa part, recherche 50 millions de dollars sur dix ans, ont été décevantes. Les obligations qui seront émises au pair porteront un intérêt semestriel qui sera l'ajout d'une marge de 0,25 % au-dessus de la moyenne entre les taux interbancaires offerts et demandés à Londres sur les dépôts en eurodollars à six mois. Ceci est inférieur au taux d'intérêt proposé par le Crédit lyonnais et la plus forte commission bancaire sur l'emprunt du Crédit du Nord ne semble pas être parvenue à compenser le plus faible rendement sur le premier élément. Dans un marché aussi difficile que le présent, le moindre facteur influe sur le placement d'une euro-émission. Celle du Crédit du Nord était, en fin de semaine, affectée par une décote moyenne de 1,50, soit bien au-dessus de la commission de vente qui pour les banques est de 1 %.

Secteur du deutschemark déprimé

La partie du marché euro-obligataire libellée en deutschemark souffre, elle aussi, de la confusion générale sur l'évolution des taux d'intérêt auxquels s'ajoute la pléthore des transactions inscrites au calendrier de juin. De plus, le marché allemand des capitaux sent lourdement peser sur lui la concurrence du secteur en dollars. La très grande fermeté de la devise américaine et les taux bien élevés qu'on peut trouver sur le papier en dollars attirent les investisseurs d'outre-Rhin qui ont tendance à délaisser leur propre marché et accélèrent ainsi les exportations de capitaux. Dès lors, il n'est plus certain que toutes les euro-émissions prévues pour ce mois-ci puissent être lancées.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Grande fermeté du dollar Le franc attaqué

Un dollar très fort, qui fait l'objet de rachats de la part des vendeurs, un franc français à nouveau attaqué et soutenu, assez massivement, par la Banque de France, tels sont les traits marquants d'une semaine assez calme au début, mais qui s'est notablement animée à la veille du week-end sur des rumeurs, désormais habituelles, de réajustement monétaire.

Le dollar s'est donc montré très ferme, poursuivant la remontée amorcée la semaine précédente. Mardi 1^{er} juin et surtout mercredi 2 juin, il bondissait même sur les marchés des changes, s'élevant à 2,39 DM à Francfort et à près de 6,25 F à Paris, pour céder un peu de terrain les jours suivants et revenir à 2,36 DM et à 6,16 F environ. A l'origine de cette flambe, qui a obligé la Banque fédérale d'Allemagne, la Banque du Japon et aussi, pour d'autres raisons, la Banque de France à intervenir assez vigoureusement, on trouve la quasi-certitude que, à moins d'un coup de théâtre difficilement envisageable dans l'état actuel des choses, les taux d'intérêt ne baisseront guère aux Etats-Unis, contrairement à ce qui pouvait être envisagé il y a encore peu de temps. Dans ces conditions, les milieux financiers internationaux, qui auparavant étaient acheteurs de dollars, sont à découvert (positions « longues »), et qui les avaient revendus, se constituent même parfois vendeurs à découvert (positions « courtes »), les ont rachetés, du moins dans l'immédiat.

Ces deux phénomènes, tension sur les taux et hausse du dollar, ont certes pu décevoir M. Ronald Reagan, qui rêvait de ne pas arriver à Versailles les mains vides. Mais il faut bien qu'il se fasse une raison : pour l'instant, tout est cher, les taux et le billet vert.

Les marchés sont restés plutôt insensibles à la perspective de la conclusion éventuelle d'un accord entre les Européens et les Etats-Unis sur la mise sur pied d'un dispositif de concertation monétaire entre les principaux pays industrialisés.

A cette occasion, les bons esprits relèvent que toute concertation de

ce type, destinée à « écrier » les fluctuations « aberrantes » des monnaies et non pas à contrarier les mouvements de fond, serait de nature à renforcer le mark, jugé notablement sous-évalué par rapport au dollar et aux monnaies « faibles » du S.M.E. (franc belge, franc français et lire italienne), assez malmenées cette semaine.

Le franc français, notamment, a été à nouveau attaqué. Mais à la réouverture des marchés des changes, après le chômage du lundi de Pentecôte, on attendait avec intérêt les premières cotations sur le franc français. Le week-end précédent avait, en effet, été agité par la controverse qui s'était instaurée sur les propos prêtés à M. François Mitterrand par les journalistes américains qu'il avait reçus le vendredi 28 mai. Selon ces derniers, le chef de l'Etat avait évoqué, très librement, la possibilité d'une dévaluation du franc et sa sortie éventuelle du Système monétaire européen. L'Elysée opposa un démenti très sec et, les journalistes maintenant leurs dires tout en se replaçant dans le contexte d'un entretien à bâtons rompus, les marchés se préparèrent à peser les conséquences de ces déclarations présidentielles, qualifiées par les uns de « boutade » et de « malentendu », par les autres d'« impardonnables imprudences ».

Apparemment, elles furent assez coûteuses. Le mardi 1^{er} juin, après une ouverture assez calme, le franc s'affaiblissait notablement, notamment par rapport au mark, dont le cours s'élevait à 2,6050 F contre 2,6160 F, non loin de son cours plafond de 2,6205 F.

Les interventions de la Banque de France ramenaient bien ce cours à son niveau initial de 2,6050 F. Mais, le lendemain, de nouvelles ventes de francs émanant d'Allemagne et de Suisse contraignaient derechef l'Institut d'émission à défendre le franc, vendant des dollars pour empêcher la monnaie américaine de monter plus vite à Paris qu'à Francfort, et les marchés, pour éviter que le cours plafond de cette devise ne soit atteint.

Mardi, ce fut une « dure journée pour la reine ». Dans un marché,

chose curieuse, relativement calme, les attaques contre le franc reprenaient, et la Banque de France intervenait à nouveau, à hauteur de 300 millions de dollars au sous-sol de la Banque de Paris lors de la cotation publique du milieu de journée, et probablement à hauteur du même montant hors marché avant et après cette cotation. Le motif ? Une rumeur, insistante, suivant laquelle le président Mitterrand annoncerait « quelque chose » (un réajustement monétaire) lors de sa conférence de presse annoncée pour le 9 juin. (A-t-on jamais vu annoncer une dévaluation dans une conférence de presse en plein milieu de la semaine ? D'abord, c'est toujours en week-end, et c'est toujours soudain, et non pas « téléphoné ».) Assez bizarrement, le phénomène rappelait tout à fait l'après-midi du vendredi 18 septembre 1981, au cours de laquelle, dans le calme, 1,5 milliard de dollars étaient « sortis ».

Vendredi, alors même que les hôtes de Versailles s'installaient chez le Roi-Soleil, la journée fut encore plus dure, dans des marchés plus nerveux cette fois-ci : la Banque de France intervenait derechef, et cela dès le début de la matinée.

Le bilan de la semaine ? Des sorties de devises supérieures au milliard de dollars (6 milliards de francs), certains observateurs avancent même le chiffre de 2 milliards de dollars, vivement contesté en haut lieu, où l'on parle de « double comptage ». En tout état de cause, les réserves de devises françaises continuent à diminuer : au 19 mai, elles n'étaient guère supérieures, officiellement, à une trentaine de milliards de francs, l'or mis à part, et après une semaine calme (un peu plus de 120 millions de dollars sortis avant la Pentecôte) elles doivent être tombées au-dessous de 25 milliards de francs. En haut lieu, certains pensent que ce « drainage » ne saurait se poursuivre très longtemps, même si le Système monétaire européen peut mettre à la disposition de la France plus de 40 milliards de dollars, mais sous forme de prêts.

FRANÇOIS RENARD.

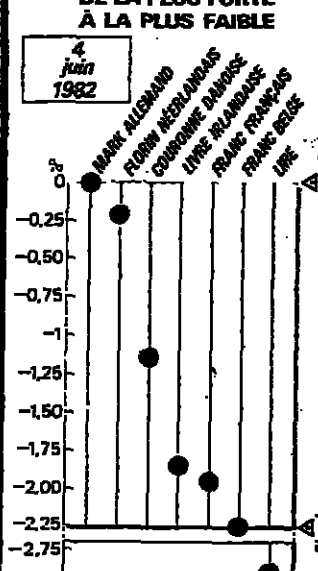
COURS MOYENS DE CLOTURE DU 28 MAI AU 4 JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEU	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	1,7950	—	16,2337	49,4529	42,3728	2,2471	38,2995	6,8764
New-York	1,7940	—	16,3080	50,1253	42,7358	2,2596	38,5356	6,8768
Paris	11,8572	6,1660	—	304,64	261,01	13,9426	235,92	4,7085
Zurich	18,9523	6,1059	—	306,81	269,89	13,7966	235,26	4,6943
Bruxelles	3,6294	2,0220	31,8256	—	85,6779	4,5438	77,4415	1,5455
Amsterdam	3,5790	1,9950	31,6786	—	85,2564	4,5084	76,8786	1,5340
Frankfurt	4,2362	2,3680	36,3197	116,71	—	5,3033	90,3868	1,8039
Bonn	4,1979	2,3408	36,3383	117,29	—	5,2881	90,1794	1,7993
Bratislava	79,8775	44,58	7,2248	22,0079	18,6599	—	17,0432	3,4014
Madrid	79,3845	44,25	7,2481	22,1894	18,9182	—	17,0520	3,4025
Oslo	4,6867	2,6110	42,3872	120,12	110,63	5,9674	—	1,9297
Stockholm	4,6554	2,5958	42,5861	130,87	118,89	5,8644	—	1,9253
Geneve	23,6830	13,8825	212,38	647,80	554,24	29,3988	5,8105	—
Niine	23,53,07	13,88,20	212,02	647,80	554,24	29,3988	5,8105	—
Tokyo	437,82	243,80	39,5789	120,57	103,20	5,4786	93,3741	8,1843
Yokohama	435,94	241,80	39,5041	122,80	103,84	5,4915	92,6416	8,1848

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 4 juin, 2,5266 F contre 2,5123 F le vendredi 28 mai.

LES MONNAIES DU S.M.E. DE LA PLUS FORTE A LA PLUS FAIBLE



Les matières premières

Nouvelle et sensible baisse des métaux

La chute des prix des métaux prend l'allure d'une « déroute » sur l'ensemble des marchés. Depuis le commencement de l'année, le plomb, l'argent, la platine et l'étain ont enregistré une baisse moyenne de 25 %. Elle frôle les 30 % pour l'étain, mais elle n'atteint que 15 % pour l'aluminium et le cuivre.

Entre-temps, les coûts de production continuent à croître, ce qui incite nombre de producteurs à réduire leur activité pour passer ce cap, l'un des plus difficiles, depuis la seconde guerre mondiale.

La reprise de l'activité économique risque d'être plus lente que prévue aux Etats-Unis. Les résultats concrets du sommet de Versailles permettront-ils à l'économie mondiale de sortir de sa torpeur ?

MÉTALX. — Nouvelle et sensible baisse des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, qui retrouvent désormais leurs niveaux de janvier 1981. Les grèves qui paralysent deux unités de production au Canada chez Noranda et Inco n'ont apporté aucun réconfort au marché. Tout au plus ont-elles permis de freiner la chute des prix.

Le CIPEC se réunira à Lima les 12 et 13 juillet prochain pour étudier les moyens d'enrayer la dépréciation continue des prix.

En corrélation avec la baisse de l'or, les cours de l'argent ont encore fléchi à Londres, rejoignant leurs niveaux les plus bas depuis trois ans.

Les unités d'Inco à Sudbury et à Port-Golborne, au Canada, sont

paralysés par une grève depuis le 1^{er} juin, les négociations entre les syndicats et la direction, relatives au renouvellement du contrat de travail, ont échoué. Mais les réserves de métal détenues par les producteurs sont amplement suffisantes pour faire face à un arrêt prolongé. Les cours du nickel ont fléchi, de façon modérée toutefois, à Londres.

Repli des cours de l'étain à Londres, qui perdent 1 000 livres par tonne en l'espace d'un mois à peine. Les ressources du directeur du stock régulateur étant limitées, les achats s'effectuent à Péang et surtout à Londres, la différence de prix entre les deux marchés étant relativement importante. Les restrictions imposées aux exportations par le Conseil international de l'étain représentent une réduction de 15 % de la production mondiale. Il faudrait qu'elle soit portée à 40 % à partir du 1^{er} juillet pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande. Repli des cours du zinc à Londres. Plusieurs producteurs américains ont réduit de 3 cents par livre le prix de leur métal.

TEXTILES. Variations peu importantes des cours de la laine sur les différents marchés. Durant les huit premiers mois de la saison, les ventes néo-zélandaises se sont accrues de 7 %, mais, en raison du recul des prix les recettes ont diminué de 11 %. Le Japon est devenu le principal client après avoir accru ses achats de 50 %.

DENRÉES. — Les cours du sucre sont revenus à leurs niveaux d'août 1979. Après sept mois d'absence, l'Inde vient de faire à nouveau son apparition comme vendeur sur le marché mondial, ventes qui s'ajoutent à celles de l'Australie et de l'Afrique du Sud.

Le glissement des cours du cacao se poursuit. L'accord international de stabilisation des prix ne semble pas avoir atteint son objectif. Tout d'abord, la tendance ne peut donc provenir que d'une réduction sensible de l'offre.

Marché monétaire et obligataire

Des taux bien accrochés

Au sommet de Versailles, par convention tacite, on ne se disputera pas trop sur le problème brûlant des taux d'intérêt américains : après tout, le président Reagan ne peut pas obliger le Congrès des Etats-Unis à voter, selon ses désirs, une réduction sensible du déficit budgétaire américain. C'est bien pour le problème de ce déficit, et de son financement, qui empêche l'atmosphère outre-Atlantique, où les opérateurs continuent à anticiper une hausse des taux, ce qui contribue à provoquer et à nourrir une telle baisse, ou, à tout le moins, une certaine tension.

Une autre grande banque américaine, la First National Bank de Boston, dix-huitième établissement du pays, a bien fini par ramener son taux de base de 16,50 % à 16 %, comme l'avait fait, la semaine dernière, toute seule, la Citibank, numéro un aux Etats-Unis. Néanmoins, les milieux financiers doutent que ce mouvement de baisse soit bien accroché. Certes, la masse monétaire s'est contractée de 1,3 milliard de dollars pendant la semaine bancaire du 13 au 19 mai. Mais, déjà, les mêmes milieux redoutent un vif gonflement de ladite masse en juillet prochain, du fait à la fois, du versement trimestriel des pensions de la Sécurité

sociale et de la déduction fiscale de 10 %, dont le montant est évalué à 33 milliards de dollars. C'est dire que l'incertitude la plus complète règne, encore que les autorités monétaires fédérales (le Fed et son président, M. Paul Volcker), aient, dans le fait, leur politique restrictive. La lutte contre l'inflation, c'est bien, mais pas au prix de l'aggravation d'une récession dont l'ampleur, à tout le moins, finit par inquiéter.

En Europe, la rumeur a couru, jeudi, que la Banque centrale d'Allemagne fédérale allait, à nouveau, réduire ses taux, essentiellement le « Lombard », mais il n'en a rien été.

L'emprunt d'Etat : c'est bien lent

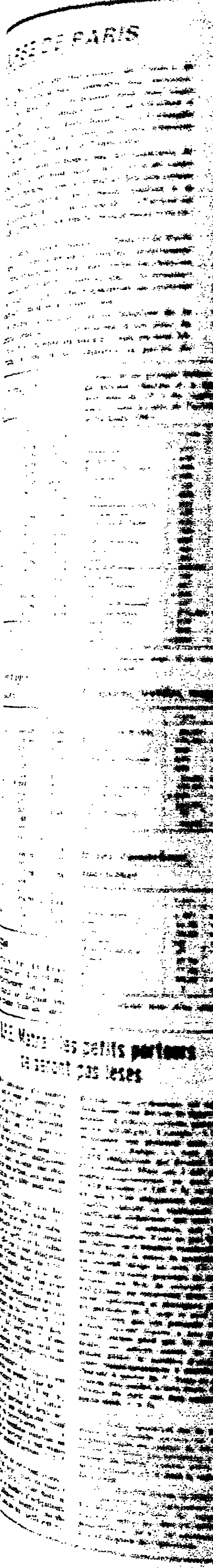
En France, la Banque centrale n'a pu qu'observer le statut quo, intervenant, au jour le jour, à 16 1/4 % et alimentant le marché, par adjudication, au taux inchangé de 16 1/4 % : il faut dire que les contraintes de la défense du franc ne lui laissent pratiquement aucune marge de manœuvre.

Tout au plus s'est-elle abstenue de manier, d'une manière classique,

l'arme des taux pour freiner les sorties de devises : on sait bien que cela ne sert pas à grand-chose.

Sur le front des obligations, et, notamment, celui des émissions, toute la place a été laissée à l'emprunt d'Etat de 10 milliards de francs, dont le lancement officiel est prévu pour le 9 juin. En attendant, les établissements se livrent au « préplacement » dudit emprunt, qui, pour l'instant, est assez lent. Le public commence à souscrire un peu, et l'étranger ne s'est pratiquement pas manifesté : avec les menaces qui planent sur le franc, c'est assez explicable.

Sur le marché secondaire, les émissions à taux variables ont été à nouveau recherchées, de gros échanges étant enregistrés, notamment, sur les emprunts indéménables comme la Caisse nationale pour l'Industrie (C.N.I.). Une forte demande continue d'émaner des fonds communs et des SICAV de trésorerie, d'autant que le marché est, pour l'instant, sévère d'émissions « fraîches » dans ce secteur. Les rendements n'ont guère varié : 16,24 % contre 16,25 % pour le secteur public, et 15,53 % (inchangé) pour les emprunts d'Etat de moins de sept ans. En revanche, la remontée s'est poursuivie pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans : 15,87 % contre 15,75 % — F.R.



هكذا من الأصل

BOURSE DE PARIS

DIEU merci, les internationaux de France de tennis étaient là pour alimenter les conversations, sinon on se demandait bien quel sujet auraient dû inventer les familiers de la rue Vivienne si l'on en juge par la torpeur dans laquelle s'est complu le Palais Brogniart tout au long de cette semaine écourtée par la célébration de la Pentecôte.

Si les yeux restaient braqués sur les tableaux de cotation, c'était surtout pour suivre les écarts de cours des valeurs du moment... que le résultat des sélections opérées à Roland-Garros, furtivement tracées à la craie par quelque hardi coteur et aussitôt effacées au nom d'une rigueur professionnelle prestement retrouvée.

Une fois Yannick Noah éliminé, la Bourse de Paris s'est remise à l'écoute d'un autre tournoi programmé sur un terrain sensiblement plus dur, celui du château de Versailles, sans penser vraiment que « le sommet des Sept » puisse revigorer énergiquement un système monétaire décidément bien chancelant.

Là est apparue la véritable préoccupation de la communauté financière. Le problème n'est plus de savoir, en dépit des propos qu'aurait tenus ou non M. Mitterrand, s'il convient de réajuster la parité du

Revers

franc français, ni même de déterminer à quelle date précise devrait intervenir cette nouvelle donne monétaire mais de juger quelle sera l'ampleur de la dépréciation qui en résultera et, surtout, de quelles mesures elle devra inévitablement s'accompagner, explique un habitué du marché.

A cet égard, la conférence de presse que doit tenir mercredi 9 juin, le président de la République est attendue avec autant plus d'intérêt quelle devrait précéder un certain nombre de décisions gouvernementales à caractère économique et social. Est-ce l'annonce d'un meilleur contrôle des choix à opérer ? se demande-t-on autour de la corbeille où l'on craint par-dessus tout un éventuel blocage des prix industriels que l'on se ferait fort de mettre alors en opposition avec la volonté constamment affichée de relancer l'investissement au niveau de l'entreprise, seul susceptible d'entraîner un regain d'activité au second semestre, face à une consommation qui s'essouffle, comme le constate l'I.N.S.E.E.

Sous les lambris, l'heure est aux supputations, peu propices aux initiatives, et les opérateurs se sont

Semaine du 1^{er} au 4 juin

contenus, une fois de plus, d'expédier les affaires courantes en un tournemain. Le marché a tout de même descendu quelques degrés, perdant successivement 0,4 % mardi, 0,5 % le lendemain et 0,4 % vendredi, concédant au total une baisse de 1 % environ si l'on tient compte du petit sursaut observé jeudi (0,2 % de hausse).

Tous les compartiments sont restés pratiquement stables y compris le secteur de la distribution où, néanmoins une bonne moitié des titres inscrits à la cote se sont hissés à leur plus hauts niveaux de l'année. Une valeur a su toutefois retenir l'intérêt. Il s'agit naturellement de Jacques Borel International qui a décidé de bien du mal à consommer son mariage avec la chaîne Novotel depuis que les bans ont été publiés à la fin mars. Après le groupe Codex-UNA, c'est au tour de la société de restauration collective Sodexho de prendre place au banc des opposants à cette union. Compte tenu des niveaux atteints par le titre, les places vont être de plus en plus chères pour assister au spectacle du haut des gradins.

SERGE MARTI.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Repli

Tirailés entre les nombreuses questions qui continuent à susciter le vif intérêt des investisseurs, et l'espoir de voir les réductions d'impôts qui vont intervenir à partir de juillet déboucher sur une relance de la consommation, les boursiers ont préféré, une fois de plus, s'abstenir de toute initiative.

Finalement, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a clôturé la semaine à 804,98, en baisse de 14,55 points sur le vendredi précédent.

	Cours 28 mai	Cours 4 juin
Alcoa	23 3/4	23 1/8
A.T.T.	52 7/8	52 1/2
Boeing	16 7/8	16 1/4
Chase Man. Bank	42 3/4	40 1/8
De Pont de Nem.	33 3/4	32 3/8
Eastman Kodak	71 5/8	71
Exxon	28	27 7/8
Ford	22 3/4	22
General Electric	61 7/8	60 5/8
General Foods	36 1/2	36 1/8
General Motors	42 7/8	43 1/4
Goodyear	22 3/8	22 7/8
I.B.M.	61 1/2	60 1/4
I.T.T.	24 1/4	24 1/8
Mobil Oil	23 1/4	24 1/8
Pfizer	53 1/2	52 1/2
Schlumberger	43 3/4	40 1/2
Texaco	29 3/4	29 1/2
U.A.L. Inc.	16 1/2	17 3/8
Union Carbide	45	43 1/4
U.S. Steel	22	21 1/8
Westinghouse	25 1/8	24 3/8
Xerox Corp.	31 1/4	30 5/8

LONDRES

Hésitant

La bonne orientation constatée la semaine précédente au Stock Exchange a fait place à une plus grande hésitation, seuls les fonds d'Etat apparaissant encouragés par la fermeté de la livre sterling et par l'espoir d'une prochaine baisse des taux d'intérêt.

Indice F.T. : 4 juin : industrielles, 587,8 contre 587,3 le vendredi précédent ; mines d'or, 222 contre 234,7 ; fonds d'Etat, 70,16 contre 69,20 (plus haut niveau depuis avril 1981).

	Cours 28 mai	Cours 4 juin
Bowater	220	212
Brit. Petroleum	320	314
Charter	203	198
Courtauld	85	86
De Beers (*)	3,95	3,88
Free State Geduld	20 5/8	19 1/4
Gr. Univ. Stores	498	501
Imp. Chemicals	326	328
Shell	430	420
Victrola	162	161
War Loan	28 3/8	28 7/8

(*) En dollars

TOKYO

Statu quo

Le Kabuto Koto n'a pas encore retrouvé le sourire, et les valeurs vedettes ont cédé quelques points cette semaine, reflétant l'incertitude que manifestent les opérateurs nippons à l'égard de Wall Street. Les valeurs de matériel électrique, les automobiles et les instruments de précision ont à nouveau perdu du terrain, seules quelques actions pharmaceutiques offrant une certaine résistance.

L'indice Nikkei Dow Jones affichait un niveau de 7 287,47 yens (en hausse de 2,41 sur la semaine précédente), l'indice général s'inscrivant à 544,51 (plus 1,28 point).

	Cours 28 mai	Cours 4 juin
Akai	267	261
Canon	781	717
Fuji Bank	600	590
Honda Motors	710	717
Matsushita Electric	1 040	1 040
Mitsubishi Heavy	204	199
Sony Corp.	3 400	3 470
Toyota Motors	1 050	1 070

FRANCFORT

En sommeil

Les résultats de sociétés allemandes publiés chaque jour et jugés pourtant favorables n'ont pas réussi à sortir le marché de sa torpeur. Les cours des valeurs industrielles n'ont guère varié, tandis que les actions françaises subissaient quelques dégagements (Thomson C.S.F., Peugeot, notamment). Sur le marché obligataire, plus faible, les opérateurs se sont montrés déçus par le nouvel emprunt des postes allemandes qui a été traité au-dessous des conditions habituelles.

L'indice de la Commerzbank s'est établi à 700,3 contre 703,4.

	Cours 28 mai	Cours 4 juin
A.E.G.	35,90	35
B.A.S.F.	127	126,40
Bayer	119,80	121
Commerzbank	144,50	141,80
Hoechst	120,60	120,40
Mannesmann	142,50	143,10
Siemens	221	219,20
Volkswagen	154,50	151,20

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

	Nbre de titres	Val. en (F)
41/2% 1973	12 800	22 368 809
Schlumberger	59 825	20 747 617
C.N.E. 3% (1)	5 725	20 369 410
BSN Gervin Danone	8 750	13 129 425
Hachette (2)	25 400	12 500 650
J. Borel (2)	57 900	10 324 807
Elf-Aquitaine	76 450	9 482 710

(1) Une séance seulement.
(2) Trois séances seulement.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	4 juin	Diff.
4 1/2 % 1973 (1)	1 741	- 4,50
7 % 1973	6 500,00	- 30
10 3/8 % 1975	83,50	+ 0,20
10 % 1976	80,50	+ 0,20
P.M.E. 10 1/4 % 1976	83,55	+ 0,25
P.M.E. 11 % 1977	83,20	inch.
8 3/8 % 1977	96,50	+ 0,25
10 % 1978	79,20	+ 0,30
9 3/8 % 1978	78,05	+ 0,55
9 4/5 % 1978	77,90	+ 0,50
8 5/8 % 1978	79,50	+ 0,85
9 % 1979	75,10	+ 0,40
10 % 1979	78,10	+ 0,40
10 3/8 % 1979	88,40	+ 0,60
12 % 1980	91,00	+ 0,28
C.N.E. 3 % (2)	3 838	+ 2,50
C.N.B. 5 000 F.	101,20	+ 0,05
5 000 F.	101,30	+ 0,15
C.N.B. 5 000 F.	101,40	+ 0,10
C.N.L. 5 000 F.	101	+ 0,10

(1) Compte tenu d'un coupon de 4,50 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 32,50 F.

Matériel électrique

services publics

	4 juin	Diff.
Alstom-Atlantique	164,20	- 4,80
C.E.M.	34,60	- 0,60
CIT-Alcatel	830	- 20
Crouzet	192	- 1,20
Thomson C.S.F.	160	- 3
Général des Eaux	324	- 1
Geophysique	0 000	- 0
Legrand	1 632	- 9
Lyonnais des Eaux	457	- 3
Mécanique Bull	2 885	- 6,60
Matra	2 280	- 25
Merlin-Gérin	595	+ 8
Moteur Leroy-Somer	483	+ 21
Moulinex	62	- 1,10
Radio-Technique	200	- 20
S.E.B.	237,50	- 2,50
Signaux	404	- 31
Télédiff. Électricité	811	- 1
L.B.M.	494,50	+ 0,40
I.T.T.	191	- 8
Schlumberger	339	- 21,10
Siemens	743	- 12

Alimentation

Les négociations de deux « blocs » des titres les 18 et 19 mai portant respectivement sur 6 % et 10 % du capital de Begnès ont permis au groupe français Suez-

Vernes et au groupe italien Ferruzzi de détenir chacun à égalité un peu plus de 35 % du capital de la société aux termes de l'accord signé le 30 mars 1981.

	4 juin	Diff.
Begnès-Say	211	- 2
Begnès	1 030	- 10
B.S.N. G. Danone	1 480	- 20
Carrefour	1 590	- 30
Casino	1 320	+ 22
Cédis	530	- 1
Occidentale (Gale)	411	- 8
Euro-marché	1 125	- 54
Oxyenne et Gasc.	422	- 9,50
Marcel	780	- 14
Molt-Hennessy	680	- 8
Munm	342	+ 12
Olida Caly	202	- 4
Paroissien-Ricard	390,50	- 4,70
Paroissien	1 320	- 10
Paroissien Ferruzi	1 167	- 7
Radar	1 030	- 170
St-Louis-Bonchon	167	+ 2
C.S. Saupiquet	272,50	+ 1
Vernès Clépus	1 130	- 28
Viniprix	890	- 51
Nestlé	13 200	- 152,64

(1) Compte tenu d'un coupon de 167,36 francs.

Filatures, textiles, magasins

	4 juin	Diff.
E.F. Agache-Wilrot	86,50	inch.
B.H.V.	138,90	+ 8,10
C.F.A.O.	540	- 7
Danar-Serviposte	833	- 27
Dary	898	- 17
D.M.C.	33,60	+ 2,40
Galerie Lafayette	220,60	+ 2,90
La Redoute	1 005	- 3
Printemps	163,90	- 6,30
André Rouiller	72	- 10
S.C.O.A.	34,50	- 0,30

Mines, caoutchouc, outre-mer

	4 juin	Diff.
Geophysique	1 387	+ 17
Kébir	64,50	+ 1,50
Kébir	24,50	+ 1
Michelin	745	- 4
M.M. Penarroya	47	- 1,40
Chartier	27,70	inch.
INCO	77,50	- 1,50 (1)
R.T.Z.	58,60	- 0,90
R.T.Z.	2	- 0,25

(1) Compte tenu d'un coupon de 0,20 F.

O.P.E. Matra : les petits porteurs ne seront pas lésés

L'offre publique d'échange (O.P.E.) lancée pour le compte de l'Etat par l'Office national d'études et de recherches aéronautiques (ONERA) sur 25,5 % du capital de Matra a réuni : 891 373 actions ont été présentées pour être échangées contre des obligations ONERA à taux variable (une obligation pour une action) soit plus du double capital (442 000) pour rassurer l'opération (1).

La Chambre syndicale des agents de change a donc été contrainte de procéder à la réduction nécessaire, avec cette complication que le coefficient de réduction est inférieur à une obligation pour deux actions (moins de 0,50). Par souci d'équité, elle a décidé, contrairement à ce que l'on avait craint (le Monde daté 18-19 avril), de prendre en considération les offres portant sur l'échange de trois petits paquets de titres (1 à 10). En premier lieu, un tirage au sort désignera les 1 843 porteurs (2) d'une action Matra (sur un total de 3 891) pour leur permettre de recevoir une obligation ONERA.

Les actionnaires de Matra, qui ont présenté un nombre pair de titres à l'échange (2, 4, 6, 8 ou 10), seront « servis » à 50 %. Autrement dit, un porteur de deux actions recevra une obligation, celui de quatre en recevra deux, etc. La situation se complique toutefois un peu pour les porteurs ayant remis un nombre impair d'actions (3, 5, 7 ou 9).

En principe, ils recevront respectivement un, deux, trois ou quatre obligations ONERA. Mais dans la mesure où le nombre d'obligations ONERA allouées (nombre calculé en tenant compte du coefficient ré-

ducteur, voir ci-dessous) est supérieur dans tous les cas de figure au nombre d'ordres, certains porteurs seront privilégiés. Exemple : 1 218 personnes ont présenté trois actions à l'échange. Ce sont donc 1 218 obligations qui devront leur être remises. Mais ces 1 218 personnes représentent un total de 3 654 actions (1 218 x 3), ce sont en fait 1 730 obligations ONERA (chiffre calculé en appliquant le coefficient réducteur) qui vont leur être allouées, soit 512 supplémentaires. Pour ne pas faire de jaloux la Chambre syndicale a donc décidé, la semaine de procéder à un second tirage au sort. Ce qui fait que certains porteurs de trois actions, au lieu de recevoir une obligation, en recevront deux. La même opération se déroulera pour les porteurs de 5, sept et neuf actions. Ceux qui ont présenté cinq actions seront traités à peu près sur le même pied que les précédents, les autres seront un peu moins privilégiés, le nombre d'obligations supplémentaires à distribuer chutant à partir de 7. Tous ne devraient pas tarder à être servis. Les tirages au sort ont lieu vendredi après-midi. — A.D.

(1) Cette opération est la première. La seconde portera sur une augmentation du capital de Matra réservé à l'Etat, qui permettra à ce dernier de porter comme prévu sa participation à 51 % dans le capital du groupe.

(2) Chiffre retenu en fonction du coefficient réducteur de 0,4734269 ressortant du rapport existant entre les 891 373 actions présentées et les 422 000 nécessaires à la réalisation de l'opération.

Banques, assurances sociétés d'investissement

	4 juin	Diff.
Boil Equipement	177	- 1
B.C.T.	93	- 7
Cetelem	176,80	- 1,60
Chargers Réunis	196	- 0,10
Banque (Cie)	172,30	- 2,90
C.F.P.	357	- 1
C.F.I.	183	inch.
Eurafrance	357	- 1
Hénin (La)	330	- 11
Imm. Pi-Moncau	228	+ 3,50
Leontine	180	+ 14
Locindus	394	+ 12
Midi	653	- 17
O.P.F. (Omn. Fin.)	698	- 30
Parisienn. de réson.	307	- 3
Prêtalab	502	inch.
Schneider	130	- 1,20
U.C.B.	110	- 0,20

Bâtiment, travaux publics

	4 juin	Diff.
Auxil. d'entreprises	852	- 11
Bouygues	686	- 1
SCREG	118,10	+ 2,90
Ciment Français	157,50	- 1
Dumez	1 053	+ 3
J. Lafarge	199	inch.
Général d'Entrepr.	329	- 26
Saint-Gobain	370	- 1
Lafarge	248	- 12,50
Maisons Phénix	276	- 6
Poliet et Chausson	402	+ 2

Métallurgie

construction mécanique

	4 juin	Diff.
Alpi	89,60	- 5,90
Anap	900	- 20
Avions Dassault-B.	545	inch.
Fives-Lille	145	- 6
Châtelier	370	- 1,25
Crescent-Lore	83,80	- 4,20
De Dietrich	375	inch.
FACOM	560	- 22
Vallo	11	- 1
Fonderie (Général)	62	- 2
Marine-Wendel	44,10	- 0,05
Métal Normandie	12	- 2,60
Peugeot	365	- 2,10
Peugeot S.A.	153,60	- 8,40
Poclain	129	- 3,50
Pompey	104	- 1
Socimat	4	- 0,50
Sagun	950	- 10
Sauland	27,55	- 0,55
Sauter-Duval	55	- 2
Union	4,30	- 1,20
Vallois	137,50	- 1,50

Produits chimiques

	4 juin	Diff.
Institut Marius	830	+ 15
Nobel-Borel	385,60	inch.
Nobel-Borel	16,85	+ 0,30
Roussel-Uclaf	318,40	+ 0,75
R.A.S.F.	430	inch.
Boyer	454	- 5
ICI	47	- 1
Norsk-Hydro	372	- 42 (1)

(1) Compte tenu d'un coupon de 12.

Mines d'or, diamants

	4 juin	Diff.
Anglo	437	+ 23
Anglo-American	64,20	+ 0,10
Auflo-Astein	217	+ 1
Beers	30,50	+ 0,10
Free State	164	- 4,50
Goldfields	49,50	- 0,70
Harmony	77,70	- 2,50
President Brand	183	- 18
Transvaal	342,10	- 14,90
Transvaal-Helms	191	- 10
Transvaal	98,30	- 3,20
Transvaal	138,40	- 8,20
Transvaal Deep	163,50	- 14,50
Transvaal Holding	237	- 10

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ETRANGER

- 2-3. LE SOMMET DE VERSAILLES
4. LA GUERRE DES MALOUINES
— Les forces argentines retranchées attendent dans Port-Stanley l'assaut britannique.
— L'Argentine dans la guerre (III), de notre envoyé spécial Charles Vanhecke.

5. PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

6. Le débat sur les droits des travailleurs à l'Assemblée nationale.
— Le congrès de la Jeunesse communiste.

SOCIÉTÉ

7. JUSTICE : l'instruction de la tuerie d'Aurélien devrait durer encore plusieurs mois.
— SCIENCES : la préparation du budget de la recherche pour 1983.

CULTURE

8. MUSIQUE : le Festival de Saint-Denis.
— CINÉMA : Conversa Acabada, de Joan Soler.
— INSTITUT : la non-déclaration de M. Soustelle à l'Académie française.
— EXPOSITIONS : l'Impressionnisme, à l'ARC.

10-11 SPORTS

- les Internationaux de tennis de Roland-Garros.

ECONOMIE

12. TRANSPORTS : une déclaration de M. Le Pen sur l'avenir de la zone Pacific.
— AFFAIRES : il faut faire passer le développement économique, déclare M. Fabius devant les Cinquantes Assises nationales des chambres de commerce et d'industrie.

13. SOCIAL

- A Genève, l'Assemblée plénière de la Conférence internationale du travail va examiner la situation syndicale en Pologne.
14. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.
15. LA REVUE DES VALEURS.

RADIOTELEVISION (101)

- Informations : (11) : Jeux, Méteorologie : (Journal officiel) : Mots croisés, Loto.
Carnet (7) : Programmes spectacles (19).

NOUVELLES BRÈVES

- Réunion du CID-UNATI à Paris. M. Gérard Nicod, président du CID-UNATI, tiendra une réunion publique lundi 7 juin, à 15 heures, à la Maison de la chimie (28, rue Saint-Dominique, septième arrondissement). M. Nicod évoquera les problèmes liés au prochain renouvellement des administrateurs des caisses mutuelles d'assurance-maladie des travailleurs indépendants.

- A.E.G.-Telefunken a décidé de fermer deux usines situées à Tübingen et à Gelsenkirchen, supprimant ainsi 2 000 emplois, a annoncé, vendredi 4 juin, un porte-parole du numéro deux de l'électronique allemande. Ces fermetures d'usines rentrent dans le cadre du plan mis en place par A.E.G.-Telefunken pour sortir de la crise dans laquelle le groupe est toujours plongé, deux ans et demi après avoir été remplacé par un consortium bancaire.

- Fin de la grève à la NAM-CEITIF. — Le travail a repris, mardi 1^{er} juin, après la signature d'un accord entre la NAM-CEITIF, une entreprise de négoce de poisson de gros. L'accord porte notamment sur la réduction du temps de travail, la cinquième semaine de congés payés et l'amélioration des conditions de travail.

- Un légionnaire du 1^{er} régiment de cavalerie d'Orange, Hugues Collin, dix-huit ans, a été découvert, vendredi 4 juin, mort d'une balle dans le dos, dans un état de garde. L'hypothèse d'un suicide est pour le moment retenue. Une enquête est en cours.

- Le numéro du Monde, daté 5 juin 1982 a été tiré à 508 492 exemplaires.

BUICK

Skylark 9 cv.

Jean Charles s.a.

28, rue Claude-Terrance, Paris-19, 524.43.33

A B C D E F G H

A L'ISSUE DE SON VOYAGE EN AFRIQUE

M. Mitterrand a suspendu la réforme du ministère du développement et de la coopération

A peine au pouvoir, l'équipe du 10 mai songea à « dénouer » les relations culturelles extérieures et à transformer la coopération technique en un véritable « instrument de développement à l'échelle mondiale ». Intention louable, même si elle n'est pas prouvée que la France a les moyens d'être culturellement et techniquement influente en dehors de l'espace arabo-afro-latin.

Après des rapports Nord-Sud dépourvus de tout esprit néo-colonial, M. Jean-Pierre Cot, à la tête d'un ministère encore dépendant des relations extérieures, fut chargé de cette « grande réforme ». M. Thibaut, Cassandre de la France sur la pente de l'américanisation, fut envoyé par Mitterrand au Quai d'Orsay pour y rassembler les fils d'une politique linguistique extérieure à rénover. Des hauts fonctionnaires travaillèrent pendant des mois dans l'entourage de M. Chérasson, où l'on avait l'impression que le Quai risquait sous prétexte de « développement », de se voir privé de personnels de crédits et d'attributions importants, qu'il délaissait traditionnellement. Au profit d'un « ministère du développement », de se voir privé de personnels de crédits et d'attributions importants, qu'il délaissait traditionnellement. Au profit d'un « ministère du développement », de se voir privé de personnels de crédits et d'attributions importants, qu'il délaissait traditionnellement.

Un exemple parmi d'autres : tous les professeurs de français à l'étranger étaient confiés à M. Thibaut au Quai d'Orsay, tandis que les professeurs de mathématiques en coopération devaient désormais être tous rattachés au service de M. Cot, rue Monsieur.

La langue française était donc désormais rattachée à l'aspect « culturel » stricto sensu, sans plus de liens avec les sciences et les techniques.

Par trois fois le projet fut rejeté par le conseil des ministres.

TRÈS DURS AFFRONTEMENTS ENTRE FACTIONS RIVALES DANS LE SUD DU TCHAD

De violents affrontements armés ont opposé, au Tchad, dans la ville de Mouanda (sud du pays), divers éléments des forces armées tchadiennes des Forces armées tchadiennes (FAT).

Le conseil d'Etat, a-t-on appris samedi 5 juin de sources sûres à N'Djamena, des combats ont éclaté, mais n'a pu encore être établi, auraient provoqué la fuite d'une grande partie des 45 000 habitants de Mouanda.

Une motion des officiers et fonctionnaires civils des F.A.T. demandant la dissolution de ce conseil permanent a été reçue de l'ouest du Sud, ce qui précède le colonel Kamouré, serait à l'origine des affrontements entre les partisans et les adversaires de ce chef de tendance. — (A.F.P.).

LA CONTROVERSE SE POUSUIT SUR L'INDIGÈNE DU CAPADIER DE KENCHELA, EN ALGÉRIE.

A la suite de l'enquête de Libération sur la découverte d'un charpenter de Kenchele, dans les Aurès (Le Monde du 4 juin), l'Union nationale des paracultures a demandé avec insistance au gouvernement, dans un communiqué diffusé vendredi 4 juin, « de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les dispositions pour constituer une commission d'enquête internationale, afin d'apporter toute la lumière sur un drame qui souille l'honneur de nos armes et peut porter atteinte aux rapports humains entre deux communautés ».

Le sujet a, d'autre part, été évoqué, vendredi, à l'Europe 1, où une confrontation avait été organisée entre le général de Bollardière, qui exerça un commandement en Algérie, et l'ancien colonel Argoud, qui combattit lui aussi en Algérie, devant l'un des principaux dirigeants de l'O.A.S. et fut amnistié en 1968.

Le premier a rappelé qu'il avait quitté l'Algérie parce qu'il savait « très bien que nous allions vers une conduite de même nature que celle des nazis ». Selon le second, « il est admis que l'armée française tortura, mais... à la petite semaine ».

● La Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie, suite à la découverte, révélée par Libération du 4 juin, d'un charpenter à Kenchele (Algérie), a dénoncé l'exploitation indécise et l'indécence qui en est faite. Généraliser le phénomène de la torture revient, dit la F.N.A.C.A., à faire croire que certains comportements marginaux auraient été le fait de tous, alors que, dans leur immense majorité, ceux qui ont combattu en Algérie, dans des conditions souvent difficiles, l'ont fait dans l'honneur.

APRÈS LES INCIDENTS DE POISSY

Une réunion tripartite a fixé l'ordre du jour des négociations chez Talbot

Au lendemain des affrontements entre grévistes et non-grévistes aux usines Talbot de Poissy (Yvelines), qui ont fait une quarantaine de blessés, la tension est restée très forte dans la matinée du 4 juin, à l'intérieur comme à l'extérieur du « B3 », atelier de montage des Samba et des Horizon occupé par les grévistes. A la suite de l'intervention du ministre de l'Intérieur, et même du premier ministre, selon M. Mathignon, la direction et les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont accepté d'évacuer l'usine à l'amiable (nos dernières éditions).

Après le retrait du personnel non gréviste et particulièrement des militants de la C.S.L., environ quinze cents occupants, en majorité maghrébins et africains, ont vers 12 h 30, quitté le B-3 en cortège pour se rendre à la mairie de Poissy, où l'union départementale de la C.G.T. organisait une après un meeting de soutien.

Dans l'après-midi de ce même jour, la direction a invité la presse à constater les dégâts : vitres cassées, bureaux endommagés, quelques carcasses de voitures entassées, mais les chaînes de montage étaient intactes. L'objectif de la direction était la remise en état dans la journée du 5 juin, pour une reprise éventuelle le 7. Le manque à gagner s'éleva, selon la même source, à environ deux mille huit cents voitures depuis le début du conflit. La production est bloquée au B-3, très loin ailleurs.

Un démenti de F.O.

En début de matinée, le 5 juin, les abords de l'usine sont restés calmes.

Dans un communiqué publié le 4 au soir, le syndicat de Talbot-Poissy a donné son accord pour que soit publié un tract sous sigles communs avec la C.S.L. et le syndicat autonome. Un tract avait en effet été distribué, le 4 au matin, dans l'usine et aux abords de la sous-préfecture de Saint-Germain-en-Laye, sous le triple sigle — C.S.L., autonomes, F.O. — dénonçant la C.G.T., qui avait « franchi une nouvelle étape dans la sauvagerie et l'horreur ».

Ce même 4 juin, à 11 heures, s'est ouverte, à la sous-préfecture de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines),

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DE LA FRANCE A DIMINUÉ AU PREMIER TRIMESTRE

Le produit intérieur brut (P.I.B.) marchand de la France a diminué de 0,1 % au cours des trois premiers mois de 1982, alors qu'il avait augmenté de 0,7 %, 0,2 % et 1,3 % durant les quatre premiers trimestres de 1981.

Le P.I.B. a progressé de 0,3 % pour l'ensemble de l'an dernier.

Selon l'Institut national de la statistique, cet « arrêt de la reprise » est dû à deux raisons principales : d'une part, les exportations « stagne » depuis la fin de 1981, ayant diminué de 3,1 % de janvier à mars 1982 (-2,1 % au quatrième trimestre de l'an dernier) ; de l'autre la reconstitution de stocks, assez forte à la fin de 1981, s'est ralentie en début d'année.

Par contre, note l'INSEE, la chute de l'investissement des entreprises « semble éphémère » pour faire place à une légère hausse (+0,8 % au premier trimestre 1982 ; +0,3 % au quatrième trimestre 1981). Ce mouvement reste cependant très modéré, alors que les investissements des ménages en logements poursuivent leur baisse « de façon accentuée ».

La consommation des ménages demeure l'élément positif de la demande, se portant surtout sur l'automobile et les biens courants.

LES PARLEMENTAIRES DU M.R.G. FAVORABLES A UNE POLITIQUE DES REVENUS

Les parlementaires radicaux de gauche — députés, sénateurs, membres de l'Assemblée des communautés européennes — ont publié, vendredi 4 juin, une déclaration dans laquelle ils réaffirment leur soutien aux objectifs définis par le gouvernement « dans sa lutte pour l'emploi, le progrès et la justice sociale ».

Ils ajoutent que « désormais les moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs doivent faire l'objet d'un examen ».

Les élus radicaux de gauche souhaitent la mise en œuvre d'une politique des revenus, le freinage des dépenses publiques par des économies sur le train de vie de l'Etat, la maîtrise des dépenses sociales, la reprise de l'investissement, le partage du revenu.

L'AGENCE U.P.I. A ÉTÉ RACHETÉE PAR MEDIA NEWS CORPORATION.

United Press International, la seconde agence de presse américaine en importance après Associated Press, a été rachetée par un groupe de province, Media News Corporation, qui détient des intérêts dans des journaux et des stations de télévision du Sud et du Middle-West.

Il y a plusieurs années que la famille Scripps, propriétaire de UPI depuis soixante-quinze ans, cherchait à vendre une entreprise dont la situation financière ne cessait de se dégrader. Le montant de la transaction n'a pas été révélé, mais les milieux de presse américains sont, dans l'ensemble, satisfaits de la solution qui laissera intacte la même concurrence qui oppose depuis de nombreuses années les deux grandes agences de presse.

Les dirigeants de UPI avaient envisagé purement et simplement de fermer boutique. Il y avait eu, en effet, de longs pourparlers avec Reuters, qui a finalement refusé l'agence britannique avait renoncé à acquiescer à une concurrence américaine.

UPI, qui emploie quelque 2 000 personnes réparties dans 60 bureaux à travers le monde, perdait de 7 à 10 millions de dollars par an, elle avait fait d'importants investissements au cours des cinq dernières années, pour lancer un centre de communication mondial à Dallas, équipé de quatre ordinateurs centraux, qui a coûté 10 millions de dollars, deux laboratoires de photographies digitales électroniques installés à New-York et à Bruxelles et 500 témoins de visualisation pour les rédactions.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

Les dirigeants de UPI estiment que la nouvelle direction opérera pas de bouleversements. Elle compte sur le développement technique pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière, pour relancer sa situation financière.

M. Defferre envisage de placer les « mirodromes » sous surveillance

Interrogé par M. Jacques Domini, député U.D.F. de Paris, sur l'insécurité, la montée des racailles, la multiplication des sex-shops et des peep-shows, le développement de la prostitution, l'apparition du proxénétisme en studio et l'organisation de jeux de hasard, M. Defferre, ministre de l'Intérieur, a déclaré, vendredi 4 juin, à l'Assemblée nationale : « La législation ne permet pas d'agir efficacement contre les joueurs de boum-boum, et c'est pourquoi j'ai fait préparer un projet de loi — que le garde des sceaux n'a pas encore vu la possibilité matérielle d'examiner — afin de qualifier de délit — et non plus seulement de contravention — l'organisation de ce jeu sur la voie publique ».

Le proxénétisme a pris des formes nouvelles, l'acquisition ou la location de studios ou d'appartements rendant moins apparente l'activité des proxénètes. La police poursuit activement ceux-ci, mais une base juridique plus étendue serait sans doute nécessaire. J'ai donc fait étudier les propositions faites en ce sens par la commission interministérielle de la femme.

« S'il est difficile d'interdire l'ouverture des sex-shops sans porter atteinte à la liberté du commerce, des mesures ont cependant pu être prises pour en limiter la possibilité, pour interdire l'accès de ces établissements aux mineurs et imposer que leurs vitres soient opaques ».

Reste que ce type de boutiques continue de proliférer dans certains quartiers de Paris et d'autres grandes villes. Là encore, un nouveau texte serait nécessaire, analogue, par exemple, à celui qui est applicable aux débits de boissons. Je me permets d'indiquer à ce propos que j'ai fait préparer un projet de loi assez strict sur les machines à sous, qui interdirait leur installation à proximité des établissements scolaires. Ce projet pourrait être bientôt déposé.

« Les « mirodromes » — ainsi doit-on les appeler, puisque les peep-shows sont des spectacles que l'on regarde par le trou de la serrure — sont un type d'établissements dont je n'ai pas l'existence que depuis mon arrivée au ministère de l'Intérieur. Si certains de mes collaborateurs et certains policiers ont dû aller étudier sur place ce nouveau mode de spectacle, je ne suis pas sûr d'être autorisé à en faire autant. Il apparaît que ces établissements sont moins chers et plus discrets que les cabarets de striptease traditionnelle, que l'on n'y est pas obligé de consommer des boissons — je dis bien : des boissons — et qu'ils sont souvent installés à proximité d'établissements scolaires. Dans ce cas encore, une nouvelle réglementation, une nouvelle législation seront nécessaires — elles sont actuellement à l'étude — pour répondre à l'immense problème que pose la présence de ces lieux à la jeunesse ou les hommes d'âge ».

Un projet du ministre de l'Intérieur DES « CLUBS DE VACANCES » POUR LES JEUNES PRÉ-ADULTE

M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, a annoncé, vendredi 4 juin, au cours d'un colloque sur la formation professionnelle des jeunes, que le gouvernement étudie un projet « de clubs de vacances » pour la jeunesse en voie de délinquance. « La délinquance commune des jeunes est très présente, et la consommation a été scientifiquement mesurée par différence du poids d'un réservoir souple, entre le départ et l'arrivée ».

M. Defferre a l'intention de demander à M. Pierre Mauroy, premier ministre, fondateur des Clubs Léo-Lagrange (éducation populaire) et aux dirigeants de cette organisation d'étudier la prise en charge, dès cet été, d'un certain nombre de mineurs des quartiers chauds des grandes villes. M. Defferre a également indiqué avoir pris contact avec M. Gilbert Gagnon, P.-D.G. du Club Méditerranée.

Plus de retours gâchés

CONFÉRENCE SURVEILLANCE FRANÇAISE LA GARDE DE VOTRE PATRIMOINE GARDIENNE TELESURVEILLANCE

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-DENIS Tél. (1) 262.37.37

USQUE AGGR

SLD-LIMA MALOUMES ICHAD

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR

USQUE AGGR